

ect Files

pecial Assistant to Chief UN Representative

Mercenaries and Political Advisers' Case Files - FAULQUES, René

20/06/1961 - 18/04/1962

PLEASE RE-Issue ORIGINAL ORDER

Notes: Various spellings throughout documents

FAULK

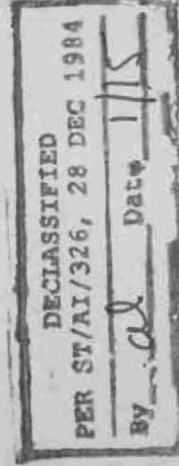
FAULKE

FAULQUE

FOLKE

One document gives first name "Roger"

SC



UN ARCHIVES

SERIES

50793

BOX

12

FILE

86

ACC. DAG 13/1.6.4.3.1

TRES SECRET**TRES SECRET**Au Major FAULQUES

Au Comd Secteur KANIAMA

Au Comd I BIP

Au Comd 1 Cie 24 BGI (KISAMBA)

Au Comd 3 Cie 24 BGI (KAPANGA)

Info : Secteurs ABVILLE, KONGOLO, MANONO .

OBJET : Création 24 BGI et Secteur KANIAMA.

1. Il est créé un Secteur "KANIAMA " couvrant les territoires de KANIAMA et KAPANGA, la partie du territoire de KABONGO située à l'ouest de la Riv LOMANI et la partie du territoire de KANIAMA située au NORD d'une ligne reliant les localités de MWENZE KH 3915 KAFULBE KH 5316 KITWA LH 0819.
2. Ce Secteur est placé sous la responsabilité du Comd 24 BGI .
3. Le 24 BGI est formé au moyen des deux Cies existant à KISAMBA et de la Cie de KAPANGA (3 Cie).
Il sera créé une Cie EM à KISAMBA.
4. Le Major FAULQUES est désigné pour prendre le Commandement du 24 BGI et du Secteur KANIAMA. Mutation à effectuer dans les plus brefs délais.
Un complément de personnel OA sera fourni à l'EM 24 BGI.
5. Une Cie motorisée et le Pl Ren du 1 BIP seront détachés temporairement au Secteur KANIAMA et mis aux ordres du 24 BGI. Mov par rail aura lieu sur ordre. Les familles restent en garnison à SHINKO.
Un avion léger, basé à KISAMBA est mis à la disposition du Comd 24 BGI.
6. La mission du 24 BGI sera définie par un document distinct.

TRES SECRET

LUKE

Lt Col

Comd FT a.i.

Copie p 62

MILITARY INFORMATION LIST

NAME ... *Faulk (or Foelke), Col*

This name appears on a list of Belgian/non-Belgian
(.....) military personnel serving in the Katangese
forces, whereabouts unknown, but presumed to be still in Katanga.
The list was compiled by ONUC's Military Information Office
during the months of August and September 1961.

INFORMATION POUR LE BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS N°244 du 260761

I. VILLE D'ELISABETHVILLE.

Le nommé COLIN Alfred, expert comptable, pensionné dont la conduite est susceptible de nuire aux bons rapports entre différentes communautés, a été appréhendé et sera expulsé. L'intéressé dont la réputation n'est pas sans tache, est un indigent à charge de l'Etat Katangais.

2. VILLE DE JADOTVILLE:

a) Jadotville:

Entre autres correspondances ayant provoqué l'intervention du bureau de censure de la Sûreté, il convient de signaler la lettre des nommés JANSSENS Albert et MALLANGE Félicien, employés du B.C.K. de Jadotville, qui sollicitent un emploi aux T.P. du Sud-Kasai.

(Dans sa réponse en date du 17 juillet, le Ministre des Travaux Publics du Sud-Kasai, M. NGANDU P. , les informe que leurs candidatures ont été transmises au Secrétariat du Personnel)

b) La secte des " APOSTOLOS " prend de plus en plus d'ampleur. Les réunions sont très suivies. Deux cents adeptes revêtus se sont réunis le 25 juillet, sur un terrain de l'avenue Brazza consacré à leur culte.

c) Dans les milieux Katangais on s'attend à un départ imminent de tous les Européens. Certains qui exercent des fonctions publiques ou à qui ont été attribuées des responsabilités dans le secteur privé, appréhendent cet exode. La majorité est actuellement indifférente et les individus qui la composent ~~accueilleront les événements~~ accueilleront les événements importants qu'ils escomptent avec joie ou dépit suivant l'opinion politique qu'ils professent.

d) Shinkolobwe:

Les militaires Katangais ont accueilli le Président de l'Etat dans l'ordre le plus parfait. Ils étaient commandés par leurs officiers katangais. Ce sont les Majors FAULNE et MAKITO qui ont reçu le Président.

Le Président a déclaré aux gendarmes qu'il reverrait leur situation. Les promesses de promotion et d'augmentation de solde ont été bien accueillies.

Les militaires blancs sont restés consignés au-dessus de l'U.N.

En général, les blancs sont découragés car le port d'une arme, même pour aller à la chasse, est interprété comme faisant partie de préparatifs pour entreprendre des massacres.

Arrivé à midi à Shinkolobwe, le Président en est reparti à 17,00 H en direction de Bunkeya.

3. DISTRICT DU HAUT-LOMAMI:

a) Selon M. CAPRARIO, Administrateur civil de la Base de Kamina, il serait souhaitable que les prisonniers faits sur les Forces Katangaises ne soient plus transférés à Baka, ceci pour éviter qu'une agression contre celle-ci ne soit tentée par le Bataillon de supplétifs du Grand Chef Kasongo-Nyemb, cantonné actuellement à Kamina Ville.

Le fonctionnaire de l'Onu a éludé la demande des Autorités Katangaises qui exprimaient le désir de s'entretenir avec les 13 prisonniers des F.K. Il prétend devoir attendre l'autorisation préalable des autorités onusiennes de Léopoldville avant de pouvoir donner une réponse favorable à cette requête. Celle-ci sera conditionnée par l'acceptation des députés du Katanga de participer à la session du Parlement Congolais.

Ce 26 juillet, nous apprenons que les 11 gendarmes katangais sont libérés et ont regagné Elisabethville.

b) Les Hautes autorités de l'Onu auraient donné l'ordre à Caprario d'accueillir NWAMBA Ilunga-Fragar, à son arrivée.

Kabalo et de l'accompagner par la route jusqu'à la résidence du Chef Kikonja afin de décider ce dernier à participer à la session du parlement Congolais.

C'est pour éviter un accrochage avec les Forces Katangaises qu'ils ont pris l'avion pour se rendre à Kibila.

(Cfr. BSJ - Sûreté n° 243 du 250761, ch. 4)

On sait la suite: le "Beaver" fut accueilli par une fusillade, des tracts qui se trouvaient à bord, comme par hasard, furent largués. Le texte en a été repris dans le BSJ de la Sûreté n° 235 du 150761, chp. 4, par. b).

Le contact ayant été pris avec le Chef Kikonja et le but de la visite exposé, celui-ci réunit son conseil et ses familiers. Selon M. Caprario, les consultants auraient fortement déconseillé son départ, objectant que massacres et destructions avaient toujours été la conséquence des plans de SENDWE et de MWAMBA Ilunga. On sait que le Chef Kikonja a passé outre à ces mises en garde .

- c) Des commerçants de Kamina/Ville vendent de l'essence en fûts aux onusiens qui en sont dépourvus.
Il conviendrait qu'une interdiction soit édictée pour mettre fin à ce trafic.
- d) Les déclarations faites par le Ministre de l' Intérieur, lors de la conférence de presse qu'il a accordée le 20 juillet dernier n'ont pas trouvé d'écho parmi la population katangaise.
Les eu péens se disent très étonnés et restent dans l'expectative.

4. DISTRICT DU TANGANIKA :

- a) Les propagandistes katangais ont été distribués parmi les populations fraîchement pacifiées des villages de la brousse. Ils sont chargés de répandre largement des slogans anti-onusiens parmi ces villageois peu sûrs jusqu'à présent afin qu'ils aident, éventuellement, les katangais à desserrer l'étreinte que fait peser l'organisation sur l'intégrité de ses territoires.
Une délégation inter-services devait se rendre à Elisabethville pour y recevoir des directives permettant de faire face à la situation dangereuse créée dans le District. Les Autorités Katangaises y sont pratiquement à la merci des caprices de l' Onu. Le Ministre de l' Intérieur a jugé ce déplacement inopportun.
- b) La plupart des katangais approuvent les déclarations faites par le Ministre de l' Intérieur, lors de la conférence de presse qu'il a accordée le 20 juillet dernier. Toutefois, certains sont étonnés et redoutent une éventuelle alliance avec le gouvernement de M. Gizenga. Les blancs croient que cette conférence de presse est une manoeuvre permettant de faire pression sur le monde occidental et d'en obtenir un appui contre l'ingérence de l' Onu. Ils craignent toutefois que les russes ne saisissent la balle au bond et ne fassent des offres de collaboration dès à présent.
- c) Le nommé NOMBÉ Feliési, demeurant au village de ~~Kabwa~~ Kabwa près d' Albertville, écrit au chef muluba KALUMBI pour lui exprimer ses sentiments de parfait rebelle. Il ne manque pas d'exhorter son correspondant à persévérer dans la dissidence et à "chauffer" SENDWE JASON. Un autre motif de haïr le régime katangais, c'est qu'il faut beaucoup travailler pour gagner peu. Il ne pourra donc pas amasser suffisamment d'argent pour se payer le voyage jusqu'à Stanleyville.

5. EXTERIEUR :

- a) Radio Brazzaville 260761 - 08,00 H.

" L'Etat-Major de l' A.N.C. à Léopoldville a décidé de retirer d'
 " Elisabethville l'Etat-Major restreint que le Général Mobutu y
 " avait installé après ses accords avec le Président Tshombe. Cette
 " décision fait suite aux paroles jugées peu encourageantes pronon-
 " cées par une autorité de l'Assemblée Katangaise. D'autre part l'
 " accord militaire Mobutu-Tshombe préparait l'intégration de la
 " Gendarmerie Katangaise dans une armée congolaise unifiée et le
 " Président K savubu s'était déclaré dans un communiqué très satis-
 " fait des résultats obtenus.
 " On rapporte qu'une tension grave règne dans les rangs de la Gendar-
 " merie Karanga se au bord disent certains de la mutinerie.
 " M. Nkamitatu, Président de l' Etat de Léopoldville est rentré
 " Stanleyville où il a rencontré M. Gizenga et il a fait hier

" cette déclaration : M. Antoine Gizenga viendra incessamment à
" Iovanium pour assister à la session parlementaire.

NOTE : La nouvelle du rappel de la délégation militaire de l' ANC
au Katanga est confirmée. Son départ est prévu le 26 courant
dans l'après-midi.

b) " LE PEUPLE " 240761 :

" A Léopoldville le Président Kasavubu lance un appel à tous les
" parlementaires et en particulier à ceux du Katanga pour qu'ils
" viennent siéger à Iovanium.

See Jacob.

file : FAULQUES

Piemi info.
ab cohen sur
Faulques
Ropagnol
Hamburser.

18th April 1962

Confidential

Dear Mr. Gardiner,

I refer to your confidential cable N° LEO/MIS 138 in which you quoted me the message ELLEO 475 from Jose Rols Bennett regarding the trial in France of the three French citizens concerned among other things with recruitment of Katanga mercenaries. This is by way of being an interim report to tell you that the case has not yet come before court in Toulouse. The dossiers are being prepared. Messrs. Faulques, Ropagnol and Hamburser are provisionally at liberty on bail.

I have been able to find a method of being informed about the case when it comes before the court unless, of course, the proceedings should be held in camera which I believe to be unlikely. I shall therefore let you have news when I have some developments to report.

I should be very grateful if you would be kind enough to forward the contents of this letter to Jose Rols Bennett and I should like to send both of you my very best wishes.

Yours sincerely,

W. Gibson Parker
Director

Mr. Robert K.A. Gardiner
Officer-in-charge of the
UN Operations in the Congo
Boite Postale 7248
LEOPOLDVILLE

cc. Mr. Jose Rols Bennett



Le Représentant de l'ONU à Elisabethville présente ses compliments au Collège des Ministres et a l'honneur de lui communiquer ce qui suit:

Le Représentant a appris que le recrutement du personnel militaire destiné au Katanga continue par le truchement de M. Diur, Ministre Résident du Katanga à Paris. Un premier officier français, le lieutenant-colonel Toupet-Thomé, serait déjà arrivé à Elisabethville où il s'apprêterait à remplir les fonctions de conseiller militaire auprès du Ministre de la défense, M. Yav.

Le Représentant de l'ONU ne peut manquer de s'élever contre pareil recrutement qui n'est pas seulement contraire aux résolutions du Conseil de Sécurité mais aussi ne correspond pas avec les assurances renouvelées que les Autorités katangaises ont bien voulu donner à ce sujet. Il rappelle également que le Collège des Ministres s'était engagé à examiner le cas de M. Mhyghe et celui du Major de Labourdonnais. N'étant pas au fait de la suite donnée à cette affaire, le Représentant de l'ONU se permet de souligner à nouveau que la présence de ces deux personnes, ainsi que celle des Majors Bousquet, Faulques et Ege dans les services katangais, n'est pas compatible avec les normes dont s'inspire l'opération des Nations Unies au Congo. Aussi, le Représentant doit-il prier le Collège de bien vouloir prendre des mesures pour qu'il fasse cesser cet état de choses et pour que les officiers français ci-dessus mentionnés quittent le territoire katangais.

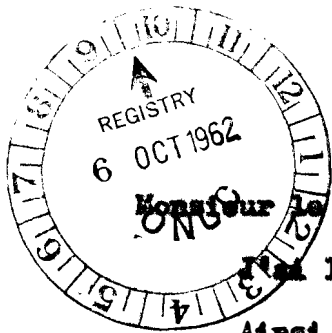
Le Représentant de l'ONU à Elisabethville saisit cette occasion pour renouveler au Collège des Ministres les assurances de sa haute considération.

Elisabethville, le 1er juillet 1961

Elisabethville, le 17/61

No 10/

A Monsieur le Représentant
des Nations Unies à Elisabethville.



Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur de vous remercier de vos lettres du 11 et 12 juillet dern.

Ainsi que je vous en ai fait part dans ma lettre 10/1804 du 15 courant, trois des cinq officiers français visés par votre lettre du 9 juillet, ont été informés par moi de ce que le Gouvernement Katangais renonce à leur services/. Il s'agit du Colonel TOUTE-THOMAS, du Commandant BOGE et du Capitaine de la BOURDONNAIE. Ils quitteront Elisabethville le premier, le 24 courant, et les deux autres, le 31 courant. Je vous serais obligé de vouloir bien vous mettre en rapport avec l'Etat-Major de la Gendarmerie afin de convenir du délai qu'il y a lieu d'accorder aux deux autres officiers français, les Majors FAULQUES et BOUSQUET, en raison de leurs fonctions d'instructeur des cadres de la Gendarmerie.

Je suis heureux de constater que ma proposition relative à la constitution d'une commission mixte qui étudierait le problème des fonctionnaires et techniciens civils dans son ensemble a rencontré votre assentiment. Je suggère que cette commission soit mise en place sans tarder. A cette fin, j'ai désigné les Personnalités qui en feront partie en qualité de représentants du Gouvernement Katangais. Il s'agit de Messieurs Nyembo, Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique, Kishiba, Directeur des Affaires Institutionnelles au Ministère de l'Intérieur, et Néli, Secrétaire Général au Département de l'Education Nationale.

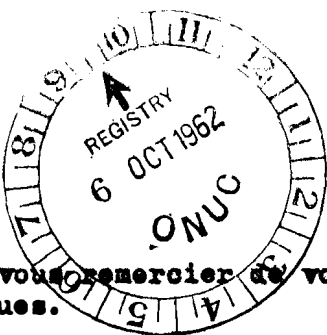
J'attacherais du prix à ce que la Commission commence ses travaux par l'examen des cas des Techniciens civils énumérés dans vos lettres du 9 et 18 juillet.

Il m'est agréable de lire que vous partagez mon point de vue en ce qui concerne la situation des particuliers non employés par le Gouvernement Katangais. Je souhaite en conséquence être informés personnellement des raisons pour lesquelles les personnes citées dans votre lettre du 18 juillet, à savoir Messieurs STAQUET ET HERMAN tombent sous le coup des Résolutions du Conseil de Sécurité.

Comme je vous en ai fait part à diverses reprises, le Gouvernement Katangais désire coopérer dans un esprit de loyauté et de franchise à la mise en oeuvre des Résolutions du Conseil de Sécurité. Il souhaite toutefois que les Autorités de l'ONU comprennent que leur application ne peut en aucun cas être génératrice de chaos et de bouleversements. C'est en vue d'éviter cette situation que j'ai préconisé la constitution d'une Commission civile mixte. Je suis persuadé que vous partagez ma préoccupation et qu'il n'est dans l'intérêt de personne de voir plonger le Pays dans le désordre et l'instabilité.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Représentant, les assurances de ma haute considération.

LE PRESIDENT DE L'ETAT DU KATANGA



le 16 juillet 1961

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous remercier de votre lettre du 15 juillet au sujet des Conseillers politiques.

Je constate avec plaisir la nouvelle confirmation que vous me donnez du désir de votre Gouvernement de mettre en oeuvre les résolutions et de coopérer pleinement à leur application. C'est avec intérêt que je retiens votre suggestion concernant un inventaire des fonctionnaires et techniciens en place et concernant la possibilité de constituer une commission mixte pour l'examen du problème dans son ensemble. Je ne manquerai pas d'en saisir les instances supérieures des Nations Unies. Toutefois, je dois vous signaler que ma première réaction est que la procédure devrait être très expéditive. Une procédure, qui pourra entraver la mise en oeuvre de la résolution, ne saurait être admise.

La commission pour l'étude des cas militaires et para-militaires n'entre pas tout à fait dans le même cadre puisque la question militaire relève d'une toute autre importance. Toutefois, je constate, Monsieur le Président, que vos suggestions sont faites dans un état d'esprit constructif et méritent d'être étudiées soigneusement.

En ce qui concerne les particuliers non employés du Gouvernement katangais, je suis prêt, dans chaque cas, si vous le désirez, de vous informer personnellement des raisons pour lesquelles les personnes visées tombent sous le coup des résolutions. Je suis d'accord avec vous que les cas en question ne tombent pas dans le cadre de la commission que vous préconisez.

Je suis particulièrement content, Monsieur le Président, que vous soyez d'accord que les cinq premières personnes, dont fait état ma lettre du 9 juillet 1961, tombent incontestablement sous le coup des résolutions et que votre Gouvernement marque son accord à ce que la résolution soit mise en oeuvre à leur égard. Quant au délai de l'exécution, je conviens qu'il y aura lieu de tenir compte - dans le cas de deux entre eux, à savoir le Major FAULQUES et le Major BOUSQUET - du fait que ces personnes remplissent des fonctions d'instructeur des cadres de la Gendarmerie Katangaise.

En ce qui concerne le cas des trois autres, c'est-à-dire le Colonel TOUPETHOME, le Commandant EGE et le Capitaine DE LA BOURDONNAIE, je me permets, Monsieur le Président, de vous prier instamment de vouloir bien les renvoyer immédiatement, sans délai, auquel cas les N.U. se chargeront de leur transfert en France. Ce renvoi est urgent puisque non seulement lesdites personnes sont visées par les résolutions et exercent une action très nuisible, mais en plus, elles ont proféré des menaces contre le personnel des Nations Unies. Le passé de ces deux messieurs ne permet nullement de prendre leurs menaces à la légère. J'estime donc essentiel leur renvoi et expulsion immédiats.

Je tiens à souligner que les contrats signés entre ces personnes et le Gouvernement de Katanga sont illégaux, puisque contraires à une décision du Conseil de Sécurité: celle du 21 février 1961. D'ailleurs, même si ce n'était pas le cas, les autorités katangaises se trouveraient libérées de leur responsabilité contractuelle à la suite de la décision des Nations Unies que ces personnes tombent sous le coup de ladite décision; dont l'existence d'un document sous forme de contrat ne donne nullement lieu à des atermoiements quelconques dans l'expulsion de ces individus qui pourra se faire sur le champ.

./..

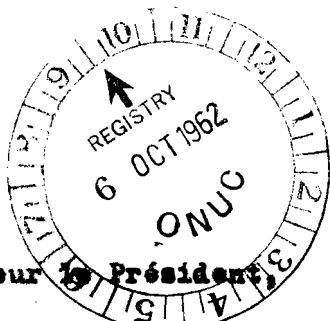
J'ajoute en outre, Monsieur le Président, qu'une telle action de votre part aurait un excellent effet moral et rendrait plus facile la coopération entre les autorités katangaises et les Nations Unies par la suite. Spécifiquement, une action prompte dans ces trois cas ci-dessus apporterait la preuve que la constitution par exemple d'une commission d'enquête ne serait pas utilisée en tant que moyen d'obtenir des attermolements pour les Conseillers Politiques nuisibles. J'estime donc que le cas de ces trois officiers, et la nécessité d'une action immédiate à leur égard, constituent un élément critique dans l'appréciation des futurs rapports entre les autorités katangaises et les Nations Unies. A mon avis, un délai même de 24 heures est dangereux dans ces trois cas, un délai plus long pourrait entraîner de bien lourdes responsabilités.

Si des mesures immédiates sont prises contre les trois officiers français cités plus haut, je serais prêt à ré-examiner avec beaucoup de soin les trois derniers cas signalés dans ma lettre précédente, ceux de M. Carlo HUYGHE, M. BARTELOUS et de M. UGEUX. Enfin, je me permets de vous faire remarquer que, tandis que le renvoi immédiat de ces trois officiers permettrait l'examen des autres cas dans un esprit calme et pondéré, des attermolements de ces trois cas et la nécessité d'une action unilatérale des Nations Unies entraîneraient fatalement un accroissement de la tension, si nuisible aux intérêts et du Katanga et des Nations Unies.

Je compte sur vous, Monsieur le Président, de trancher ce problème en renvoyant immédiatement les trois officiers en question. En agissant ainsi, vous vous assurerez, de ma part, d'une égale compréhension quant au délai éventuel à accorder aux personnes citées en premier lieu.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Conor Cruise O'BRIEN
Représentant de l'ONU à Elisabethville



le 9 Juillet 1961

Monsieur le Président,

Je tiens d'abord à vous remercier tout particulièrement pour le calme et la sérénité que vous avez su apporter, lors de notre entretien, à la considération des récents faits dans une atmosphère qui sans vous et sans l'intermède discret et bienveillant du Président Mutaka, risquait de devenir plus tendue.

J'ai longuement réfléchi à notre conversation de vendredi soir et j'ai pensé de vous communiquer certaines conclusions.

En premier lieu j'ai cru comprendre que vous et vos collègues vous avez une idée certes sincère mais entièrement fautive en pensant que l'objet de l'ONU est de semer la discorde au Katanga. Cette idée ne correspond en rien aux faits. Vous-même, par exemple, avez dit à M. Khiari que les forces de l'ONU - et vous en étiez particulièrement reconnaissant - se sont opposées à l'ingérence dans le territoire de Katanga de troupes venant de l'extérieur et en ont désarmé les éléments avancés. Si l'objet de l'ONU eût été de semer la discorde au Katanga, les événements se seraient déroulés autrement.

Il s'avère que la mise en œuvre des résolutions, et surtout du paragraphe A-2 de la résolution du Conseil de Sécurité du 21 février 1961, a soulevé des difficultés. Certains membres du Gouvernement ont pu concevoir que l'exécution de la résolution, dans un cas ou dans un autre, était le prélude à de nombreuses expulsions d'Européens du Katanga. Vous vous êtes d'ailleurs élevé vous-même contre l'application de la résolution, en ce qui concerne un particulier non employé par le Gouvernement katangais, sans que le Gouvernement en soit avisé au préalable.

Son Excellence
M. le Président Moïse Tshombé
Elisabethville

Je puis vous donner, Monsieur le Président, certaines assurances à cet égard. Laisant de côté la question des militaires et para-militaires, le nombre des conseillers politiques visés par la résolution est petit. Les cas que nous étudions sont de l'ordre d'une trentaine de personnes employées par le Gouvernement katangais en qualité de fonctionnaires supérieurs. A ce chiffre il faut ajouter une douzaine de cas de particuliers non employés par le Gouvernement katangais qui exercent une activité politique et qui sont susceptibles, s'ils continuent cette activité, d'être classés comme conseillers politiques. Dans les deux cas, celui des employés du Gouvernement katangais et celui des privés, il se peut que le chiffre final soit inférieur à celui que je viens d'indiquer. Il est improbable qu'il soit plus élevé, mais il ne peut être question d'une "chasse aux belges" généralisée. Au contraire, il y a tout intérêt à ce que les Belges qui n'exercent ni activité politique ni activité militaire restent dans l'exercice de leurs fonctions puisqu'ils peuvent contribuer au bien-être du Katanga et du Congo en général.

Pour l'autre question, celle de l'avertissement à donner aux autorités katangaises, je puis vous donner l'assurance suivante: Les Nations Unies n'exerceront pas un ordre d'expulsion contre une personne, employée ou non par les autorités katangaises, sans que le nom de cette personne soit communiqué au préalable aux autorités katangaises comme étant visée par le paragraphe A-2 de la résolution du Conseil de Sécurité du 21 février 1961.

Je dois vous faire remarquer toutefois, Monsieur le Président que la mise en oeuvre des résolutions jusqu'à présent a été très lente et que, bien que nous ne doutions pas de la sincérité de l'acceptation par les autorités katangaises de cette résolution, ces autorités ont rarement apporté, dans un cas concret, une coopération active et rapide. En l'occurrence, je suis obligé d'insister sur le fait que le Secrétaire général des Nations Unies, entouré pour les affaires du Congo d'un Comité Consultatif, est seul chargé par le Conseil de Sécurité de l'interprétation de la résolution en question. Lorsqu'une personne est désignée par le Secrétaire Général comme étant visée par les résolutions, il n'est pas question qu'un gouvernement d'un état quelconque, qu'il soit ou non membre des Nations Unies, puisse discuter l'interprétation du Secrétaire Général ou contester le retrait et l'évacuation immédiats de la personne visée du territoire. Donc, quand un individu est signalé par le Secrétaire Général comme tombant sous le coup de la résolution, toute discussion entre les autorités katangaises et le représentant de l'ONU doit se borner à fixer les modalités d'application à adopter et du délai à accorder. Toutefois, le Secrétaire Général est seul juge pour décider si un délai doit être accordé ou non.

Au cas que les autorités katangaises adhèrent à ces principes de base, il est certain que la mise en application des résolutions peut se faire sans heurte et sans provoquer des désordres. Si au contraire les autorités katangaises, tout en acceptant la résolution en principe, contrecarrent sa mise en application, elles risquent à tout moment par ses efforts contraires à l'action des Nations Unies de provoquer de graves désordres.

Comme j'ai souligné dès le début de ma mission, je suis ici à seule fin de mettre en oeuvre ces résolutions et je ne puis admettre qu'on contrecarre leur application. Il est évident, et les événements récents l'ont prouvé, qu'un conflit entre l'attitude des autorités katangaises et mon devoir en tant que représentant des Nations Unies risque de provoquer des difficultés sérieuses.

Je dois vous signaler que si, dans certains cas, le Secrétaire Général a pu accorder un délai dans l'exécution de la résolution, il estime maintenant que le moment est venu que les résolutions doivent être appliquées à un rythme beaucoup plus rapide. Evidemment ce rythme plus rapide entraînerait fatalement une tension entre le Katanga et les Nations Unies si les autorités katangaises n'apportaient pas leur aide active et prompte au représentant des Nations Unies dans l'exécution de sa tâche. Cette tension ne pourrait être que nuisible et aux intérêts du Katanga et aux buts des Nations Unies. Si au contraire les autorités katangaises apportent au représentant leur coopération non seulement sincère mais aussi active, l'ordre et la stabilité du Katanga ne courent plus aucun risque.

Lors de notre entretien, Monsieur le Président, vous avez proposé d'une façon très constructive que je vous soumette une liste des personnes visées. Comme certains cas restent à étudier, je ne puis vous donner dès à présent une liste complète de toutes les personnes en question. J'ai d'ailleurs défini plus haut les proportions du problème et vous avez pu constater qu'il s'agit, quant au côté civil, à peu près d'une quarantaine de personnes.

Pour ce qui est des militaires, il existe un problème plus sérieux, comprenant quelques centaines de personnes. Cette question a été étudiée par la mission Colonel Egge, en coopération avec la Gendarmerie. Je peux toutefois vous soumettre une première liste des personnes visées par la résolution et dont l'expulsion du territoire est urgente. Je voudrais que ces expulsions se fassent par les autorités katangaises elles-mêmes dans un très bref délai. Vous trouverez, ci-après, les noms des personnes en question. D'ailleurs les noms de la plupart d'entre eux ont déjà été signalés aux autorités katangaises. Ces noms ne sont signalés qu'en qualité de conseillers politiques, plusieurs d'entre eux sont visés doublement par la résolution étant à la fois militaires et conseillers politiques:

le Colonel Toupé-Thomé
le Major Paulques
le Major Bousquet
Le Commandant Ege
le Capitaine de la Bourdonnais
M. Carlos Huyghe
M. Bâtelous
M. Ugeux

J'ai toutes raisons d'espérer, Monsieur le Président, étant donné votre largesse de vue et vos qualités d'homme d'état, que dans l'intérêt du Katanga vous nous mettez d'accord pour la mise en oeuvre immédiate de la résolution, en ce qui concerne les personnes mentionnées ci-dessus.

Je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

C. Cruise O'Brien
Représentant de l'ONUC

FROM: ONUC EVILLE

TO: ONUC LEO

DATE: 27 MARCH 62

SECRET - PRIORITY - ELLEO 475 - GARDINER FROM ROLZ BENNETT

PLEASE TRANSMIT FOLLOWING TO GIBSON PARKER UNATIONS PARIS
QUOTE PLEASE REFER TO NEWS ITEM PUBLISHED IN LE FIGARO OF
19 MARCH 1962 UNDER TITLE SUB-QUOTE 1 'AFFAIRE DES RECRUTEURS
POUR LE KATANGA BIENTOT EVOQUEE DEVANT LE TRIBUNAL MILITAIRE
DE TOULOUSE SUB-QUOTE. WOULD BE GRATEFUL IF YOUR OFFICE
COULD OBTAIN ALL POSSIBLE INFORMATION TRANSPIRING FROM THE
JUDICIAL PROCEEDINGS AGAINST FAULQUES ROPAGNOL AND HAMBURSEN.
CONCERNING HAMBURSEN IT WOULD BE USEFUL TO FIND OUT FROM
FIGARO'S CORRESPONDENT IN TOULOUSE DETAILS ABOUT HIS RECALL
TO KATANGA BY TSHOMBE, INCLUDING IF POSSIBLE APPROXIMATE
DATE AND MEANS OF TRAVEL TO KATANGA. ANY BACKGROUND
INFORMATION ON HAMBURSEN MUCH APPRECIATED. ROLZ BENNETT
UNQUOTE

Toulouse, 18 mars (Correspondance "Figaro")

Précisons qu'il y a trois semaines, le commandant Faulques s'était présenté spontanément devant le juge toulousain et qu'il avait été laissé en liberté provisoire. Quant à Paul Ropagnol, après deux mois de détention, il avait bénéficié au même moment d'une mesure semblable.

• • • • •

FROM ONUC EVILLE
TO ONUC LEO
DATE 25 FEB 62

SECRET - PRIORITY - ELLEO 339 - GARDINER FROM ROLZ BENNETT

REUR EV 290 AS ATAKOMBE DURING VISIT MIXED COMMISSION TO
KIPUSHI WAS UNABLE OR PERHAPS UNWILLING GIVE FURTHER DETAILS
CONCERNING ESCAPE OF FAULQUES WITH 60 MERCENARIES WE SHALL
TRY CHECK THIS INFORMATION FROM OTHER SOURCES AND INFORM YOU
SOONEST.

COPY

TO: ONUC EVILLE

FROM: ONUC LEO

DATE: 24 FEBRUARY 1962

SECRET - EV290 ROLZ-BENNETT FROM GARDINER

REFERENCE PARA 23 SECCO DOCUMENT S/5053/ADD 8 CONCERNING ESCAPE OF

FAULQUES WITH ABOUT 60 MERCENARIES, IT SEEMS SOURCE FOR THIS NEWS WAS
MAJOR ATAKOMBE COMMANDER GENDARMERIE HEADQUARTERS AT KIPUSHI WHO MET
SECOND MIXED MERCENARY COMMISSION ON THEIR VISIT THERE. GRATEFUL ANY
FURTHER DETAILS ON THIS SUBJECT FROM THIS OR ANY OTHER SOURCE.

Mandat d'arrêt contre le commandant Faulques, recruteur des « affreux »

Toulouse, 8 février. — M. Lespinet, juge d'instruction chargé d'instruire « l'affaire Paul Ropagnol », l'ancien officier parachutiste français qui a été arrêté le 6 janvier dernier à Toulouse où il recrutait des « techniciens » pour le Katanga, a lancé deux mandats d'arrêt contre un industriel belge de Namur (Belgique), Marcel-Emile Hambursin, et René Faulques, ancien commandant du 1^{er} régiment étranger de parachutistes.

L'industriel belge, Marcel-Emile Hambursin, qui détient d'importants intérêts au Katanga, avait apporté à Toulouse les diverses sommes d'argent qui servirent à payer les primes d'engagement et les frais de voyage, soit environ

3.000 NF par homme, aux soixante volontaires.

Quant à Faulques, il dirigeait le recrutement général des « affreux », pense-t-on à Toulouse.

Le procès de Paul Ropagnol, inculpé « d'enrôlement de soldats en territoire français pour le compte d'une puissance étrangère », et de sa secrétaire, Domenica Boniglio, inculpée de complicité et laissée en liberté provisoire, devait venir lundi devant le tribunal de grande instance de Toulouse, mais, hier matin, le parquet de la Haute-Garonne a décidé de le renvoyer pour complément d'instruction.

TO GNUC LEO
FROM ONUC EVILLE
DATE 29 JANUARY 1962

COPY
SECRET

ELLEC 176 SECRET PRIORITY LINNER FROM ROLZ BENNETT/URQUHART
YOUR EV 147 MY PARA ONE VERY DIFFICULT TO GIVE SPACIAL REPORT ON
MERCENARIES AT PRESENT TIME IN VIEW OUR LACK OF INFORMATION ON SITUATION
OUTSIDE EVILLE, ESPECIALLY IN JADOTVILLE, KOLWEZI AND KIPUSHI. GENERAL
INDICATIONS FROM MANY SOURCES ARE THAT MERCENARIES ARE ON WAY OUT, IN
PARTICULAR FAULQUES, LABORDONAIRE AND EGUE HAVE RECENTLY LEFT AND TSHOMBE
HAS ANNOUNCED PUBLICLY THAT HE HAS EXPELLED DEULEN, THE FUGA PILOT.
TSHOMBE'S LETTER TRANSMITTED IN OUR ELLEO 161 ~~EXXNOMARK~~ IS AT LEAST
PARTIAL ANSWER TO YOUR PARA TWO. 90 MINUTE MEETING WITH TSHOMBE ON
25 JANUARY WAS MEETING WITH LINNER, ROLZ BENNETT, URQUHART AND DUMONTET,
IN WHICH LINNER DID MOST OF TALKING AND AFTER WHICH TSHOMBE MADE PRESS
ANNOUNCEMENT. YOUR PARA THREE, TSHOMBE OFFERED TO GIVE US 7 PAGE LIST OF WHITE
OFFICERS AND VOLUNTEERS WITH SUMS OF MONEY PAID OFF TO THEM AND WILL GET
THIS SOONEST.

COPY

FROM ONUC ELISABETHVILLE

TO ONUC LEO

DATE 21 JANUARY 1962

ELLEO 137 BIS SECRET PRIORITY LINNER FROM URQUHART In my conversation yesterday with Tshombe I was about to raise mercenary question when he raised it himself, and said he wanted to discuss it next week. He asked if and when Dumontet was returning as he ~~xxxxxx~~ as he had said he would do at Swedish party. In this connection I met consuls Switzerland Portugal and Netherlands last night as well as ~~xxxxxx~~ members local European community. All told me independently that Falques, Labordonnais and other French mercenaries had left and that in their opinion this signified break up of mercenary organization. They questioned financial ~~xxxxxx~~ settlement described by Elleo 131 and attributed departure to extreme anti French feelings among Belgian community Eville since December hostilities.

....

COPY

FROM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

DATE 20 JANUARY 1962

ELLEO L3L SECRET ROUTINE LINNER MAC EGIN DUMONTE FROM URQUHART RAJA.

Normally reliable source reports colonel Faulques and Commandant de Labordonnaie and one other high ranking mercenary agreed to leave Katanga for down payment of two millions belgian francs each. Believe de Labordonnaie and unnamed mercenary have already left and Faulques was due to leave yesterday. Am trying to confirm. This may link up with our conversation with Tshombe at Swedish party. Same source reports Sir Roy Welensky ~~imp~~ 's personal atrocity story collector left Eville for Rhodesia yesterday well equiped with stories and photographs. If press knows this and if asked suggest we all answer that if this was serious inquiry it seems strange that gentleman if desirous to establish truth should have failed to contact UN civilian or military in Eville at all. End all.

COPY

COMITE INTERNATIONAL
DE LA CROIX ROUGE

Délégation d'Elisabethville

E'ville. 18 January 1962

REPORT ON THE EXCHANGE OF PRISONERS
ON MONDAY 15th JANUARY 1962 IN ELISABETHVILLE

After protracted negotiations concerning the exchange of prisoners the local Head of ONUC, Mr. URQUHART, decided to go to Leopoldville and to discuss the matter in principle with Dr. Linner there and, if necessary, to ask the Secretary-General in New York for authorization to negotiate with the Katangese authorities concerning such exchange.

The Katanga authorities did not decline in principle but there were two persons who allegedly counteracted the release of the 15 European prisoners (who were captured whilst serving with FONUCO), the first was Colonel FAULQUE the head of the European hired soldiers with the Katanga Forces and the other was the Commander of the Katanga military forces, General Muke.

In order to exercise some pressure on the Katanga authorities, the Delegate decided to approach the Prime Minister of the Federation of Rhodesia and Nyasaland Sir Roy Welensky, who is known as the main supporter of the present Katanga regime and thus in a position to exercise some influence.

On Saturday evening - 6th January - the Delegate was informed that "in principle" the exchange was decided upon, provided that FONUCO brought the Katangese prisoners held in Manono to Elisabethville and that all prisoners would be exchanged, the detailed arrangements being left to the ICRC Delegate. It was scheduled that the exchange should take place at 10.00 hrs. on Monday 15th January.

One hour before the Delegate was informed by the Katanga authorities that there was a hitch and that General MUKE insisted on an unspecified number of Katangese Gendarmes and Police being included. These Gendarmes and Police were held at the time in Albertville, where they had sought FONUCO protection during the fighting between Katanga forces and these invading Albertville from Kivu. It was clear that General MUKE was the cause of the delay and he asked the ICRC Delegate to meet him on Monday at 14.30 hours in order to reach a new agreement.

.../...

The Delegate immediately informed FONUCO Headquarters and was advised to abstain from meeting General MUKE as FONUCO was to insist with President Tshombe that the original agreement concerning the exchange be kept and the question of the Gendarmes and soldiers under UNO protection in Albertville be treated separately.

At 12.15 hrs. the Delegate was informed that the original agreement was still in force and that the exchange would take place at 18.00 hrs. at the pre-arranged place, in the grounds of the exhibition, where there was sufficient shelter in case of rain and where there was less possibility that a crowd would gather.

At 17.00 hrs. the Delegate went to the Presidency where the 15 prisoners from Kipushi had arrived, minus one because the order sent to the prison mentioned 14 only and the officer in charge of the prison very conscientiously retained one. By a special order from the President a jeep was sent immediately to Kipushi to fetch the prisoner.

At 17.45 hrs. the convoy proceeded to the place of exchange and after some delay the 33 prisoners, of whom 3 wounded, held by FONUCO arrived as well.

At 18.30 hrs. the exchange took place with more ceremonies and solemnity than, in the Delegate's opinion, was warranted.

The Delegate then fetched in an ambulance at the Presidency, the European prisoner who had arrived in the meantime there and brought him to FONUCO Headquarters.

G. C. SENN
Delegate ICRC

COPY

TO: ONUC EVILLE
FROM: ONUC LEO
DATE: 7 JANUARY 1962

SECRET EV 42 URQUHART RAJA FROM LINNER

FOLLOWING FROM NEW YORK (172) FOLLOWING INFORMATION RECEIVED FROM RESPONSIBLE SOURCES HAVE LEARNED FROM A SOURCE WE BELIEVE TO BE RELIABLE THAT COLONEL FAULQUES THE FRENCH OFFICER MAINLY RESPONSIBLE FOR SUCH PLANNING AS HERE IS OF OPERATIONS OF KATANGAN FORCES, HAS THE FOLLOWING INTENTIONS:

1. HE HOPES THAT THE UN CAN BE INDUCED TO DEPLOY THEIR FORCES OUTSIDE ELI, SINCE HE IS CONFIDENT OF BEING ABLE TO INFLICT A REVERSE ON THEM IF THEY MOVE OUT IN ANY DIRECTION E.G. TO KIPUSHI OR JADOTVILLE.
2. IT WOULD HAVE ASSISTED HIM GREATLY IF TSHOMBE HAD AGREED TO HIS REQUEST THAT THE GOVERNMENT SHOULD BE MOVED FROM ELI. TSHOMBE'S DECISION TO STAY IN THE TOWN PLACED GENDARMERIE FORCES IN UNFAVOURABLE POSITIONS, CONVERSELY IF TSHOMBE MOVE THE GOVERNMENT, THE UN WOULD BE OBLIGED TO CHASE THEM, THEREBY EXPOSING THEMSELVES TO DEFEAT.
3. OCCASIONAL HARASSING OF UN FORCES IN ELI MIGHT IN ANY CASE BE UNDERTAKEN IN HOPES OF INDUCING THEM TO EXTEND THEMSELVES.

COPY

FROM ONUC EVILLE TO ONUC LEO 5 JANUARY 1962 SECRET PRIORITY ELLEO 18
LINNER MACEOIN FROM URQUHART RAJA

Raja and I discussed prisoner question this morning with Col Waern, Swedish consul Rosio and Swedish vice-consul Ryckman de Betz. In view urgency setting this matter following steps were agreed subject your approval. Raja who arrives Léo today will ask your authorization for complete exchange prisoners held both sides. Consuls will intervene with Katangese authorities to secure their agreement. If this secured RedCross and consuls will arrange reciprocal prisoner exchange. We pointed out that mercenary element have in past had decisive and irresponsible say in prisoner question. If this still the case with regard prisoners in Kipushi as last resort De Betz will be prepared try to see Col Faulques on strict understanding we know nothing about it and have nothing to do with his approach. Prisoner exchange must include Major Ajeet Singh alive or dead or at least firm information of his fate.

EOPY

FROM ONUC EVILLE TO ONUC LEO 4 JANUARY 1962 SECRET PRIORITY ELLEO IO
LINNER FROM URQUHART HAJA

Your Ev 16 Following are specific answers to questions based on information available here. Following figures for Europeans only in December fighting: primo captured civilians 28 Gendarmes 2 Police one secundo sent to Leopoldville / Civilians 9 gendarmes 2 police 1; tertio held in Elisabethville 1, released 18; quarto killed 2 on 5 December 2 on 10 December, two on 12 December.

Some fragmentary information from fairly reliable source may give some general indication on current mercenary situation. So called "crash/ group" of some 38 mercenaries was main spring of December fighting. Group was organized by two French mercenaries Baron and Hiver (presumably nom de guerre) under general supervision colonel ~~Fink~~ Faulques. Other mercenaries certainly came into Eville during fighting. French group got bad reputation with others from being "telephone generals" and sitting all the time in commune Albert. Both Belgian mercenaries and Katangese military intelligence service now reported against French mercenaries. Another notable figure in Eville was Lt Lepage mobile mortar expert. In December aviation/^{group} some 50 strong was organized in Kipushi. It is now reported that many have left being discharged and repatriated including 9 French of original 38 in "crash group". It is reported that maximum 18 remain in Katanga. Situation in Kipushi 10 days ago is reported as follows: struggle for power has developed among remaining mercenaries. Colonel Faulques and Colonel Huyghe are accused of racketeering in engaging mercenaries and buying aircraft. Luigi who used to be Lord Dalhousie's chef has left for Salisbury saying he was twice wounded and needs rest. The military commander at Kipushi is thought to be Major Baudoin who is Mr de Wolff in private life who is also reported to have been recently thrown out by others. As regards aircraft it is reported that only one Dornier and one Piper Cub survived U_n having immobilized one DC3 one DC4 one Dornier One Piper Cub and one Fouga at Kolwezi. One Dornier crashed in Rhodesia and its pilots hedges and Purin both South African were arrested and deported by Rhodesian authorities. Mercenary pilot Glaspole (New Zealand) apparently crashed 4 or 5 aircraft and has now been grounded. He is reported to have tried visit Tshombe to urge him to get rid of Col Faulques on grounds his racketeering more particularly for embezzling money given him to recruit mercenaries from Belgium. Can he be our secret weapon? Edinburgh hotel in Kitwe reported as rest home for mercenaries especially in view its excellent laundry. Take all this with grain of salt but believe it gives some idea present mercenary situation. No information available on Jadotville and Kolwezi. End all.

SECRET
PRIORITY NATIONS

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO 26 DECEMBER 1961

ELLEO 610 SECRET LINNER FROM IVANSMITH

FRENCH MERCENARY COLONEL FAULQUES ARRANGED TO MEET INTERNATIONAL
REDCROSS MELCHER THISMORNING AND SAID THAT TWO OF HIS MEN, VAN HECKE,
WHOSE CODE NAME IS TEDDY OR THEDI, AND VER LOY, WHOSE CODE NAME IS
GRISONS ARE MISSING. HAVING READ FALSE ARTICLE IN FIGARO ON MAITRA
FAULQUES CONCLUDED THAT HIS TWO MEN MUST HAVE BEEN SHOT AND HAS ASKED
REDCROSS IMMEDIATELY CONFIRM THEIR WHEREABOUTS. IF DEAD HE THREATENS
REPRISALS AGAINST SWEDISH PRISONERS. REDCROSS STRONGLY WARNED FAULQUES
AGAINST ANY SUCH CRIMINAL ACTION AND MELCHER FOLLOWING UP BY SEEING TSHOMBE
NOW. BELIEVE YOU HAVE VAN HECKE AND VER LOY IN LEO. URGENTLY HAVE
DEPREUX OR OTHER REDCROSS OFFICIAL SEE THEM AND CABLE MELCHER
IMMEDIATELY WHO WILL AGAIN CONTACT FAULQUES. FAULQUES HAS AGREED
ACCEPT INTERNATIONAL REDCROSS WORD.

COPY/jc

FROM ONUC EVILLE
TO ONUC LEO
DATE 10 NOVEMBER 61



SECRET - PRIORITY - ELLEO 126 - LINNER FROM O'BRIEN

REUR EV 626 WE CAN CONFIRM THAT LASIMONE WAS ARRESTED, IMPRISONED AND LEFT THE COUNTRY. THE REASON FOR THIS ARREST WAS THAT HE WAS SUSPECTED OF BEING IN CONTACT WITH THE UN. SINCE MISS ERFIELD'S DEPARTURE FOR LEOPOLDVILLE HE HAS BEEN SUSPECTED ON THIS GROUND AND COLONEL FAULQUES HAS BEEN URGING HIS REMOVAL AS A SECURITY RISK. IT IS POSSIBLE THAT HIS RECENT CONTACTS WITH US BECAME KNOWN. HE WAS ARRESTED BY THE GENDARMERIE PROBABLY ON FAULQUES' ORDERS. THE ARREST OF LASIMONE, LIKE THE EARLIER ARREST OF BROWN, DOES NOT REPEAT NOT IMPLY ANY CHANGE IN THE ATTITUDE OF KATANGESE AUTHORITIES TOWARDS THE EMPLOYMENT OF MERCENARIES. BOTH BROWN AND LASIMONE WERE REGARDED AS SECURITY RISKS AND BOTH HAD PERSONAL ENEMIES IN THE MERCENARY ESTABLISHMENT.

COPIE/jc

SECRET

TO : ONUC LEOPOLDVILLE
FROM : ONUC ELISABETHVILLE
DATE : 24 OCTOBER 1961



PRIORITY - ELLEO 69 - MACEOIN FROM O'BRIEN RAJA

THE OFFICER REFERRED TO IN OUR ELLEO-65 CAME TO SEE ME AGAIN LAST NIGHT HE EXPLAINED THAT HIS FUNCTIONS AT PRESENT ARE CONCERNED MAINLY WITH ARMOUR, MINES, ETC/, AND THAT HE HAS BEEN ENTRUSTED WITH THE FORMATION OF AN ARMoured BATTALION, A PROJECT WHICH HOWEVER IS ENCOUNTERING DIFFICULTIES. A GREAT DEAL OF MINING OF THE ROADS, INCLUDING THE BUSH ROAD BETWEEN HERE AND JADOTVILLE, HAS BEEN DONE AND HE IS IN POSSESSION OF CHARTS OF THESE MINE FIELDS. HE RENEWED AND MADE MORE SPECIFIC HIS OFFER TO PROVIDE US WITH ALL INFORMATION IN HIS POSSESSION, INCLUDING FULL PARTICULARS OF FOREIGN ELEMENTS IN THE GENDARMERIE. HE SAID THAT COLONEL FAULQUES WAS ENGAGED IN THE RECRUITING OF AN ALL EUROPEAN COMPANY BUT THAT WHITE OFFICERS NOW IN THE GENDARMERIE WERE ENDEAVOURING TO AVOID RECRUITMENT IN THIS DUE TO FAULQUES' HARSHNESS, AND THAT ANOTHER OFFICER WHOM HE DID NOT NAME, PROBABLY HIMSELF, WAS TO RECRUIT ANOTHER COMPANY. IT WAS CLEAR FROM HIS CONVERSATION THAT HIS MOTIVES, AS FAR AS HE ALLOWED THEM TO APPEAR, WERE THE WISH TO BE WITH HIS GIRL FRIEND IN LEO AND THE FACT THAT HE HAD QUARRELLED WITH COLONEL FAULQUES. I TOLD HIM THERE WAS NOT AND COULD NOT BE ANY QUESTION OF HIS BEING EMPLOYED BY THE UN BUT THAT IT WAS POSSIBLE THE CENTRAL GOVERNMENT MIGHT BE ABLE TO USE HIM IN SOME CAPACITY. HE SAID HE WOULD BE PREPARED TO SERVE THE CENTRAL GOVERNMENT IN ANY CAPACITY AS INSTRUCTOR OR OTHERWISE IN WHICH HE WOULD RECEIVE THE SAME EMOLUMENTS AS HE NOW DOES FROM THE KATANGESE, ABOUT 52,000 A MONTH.

///.....

THIS LAST FIGURE IS PROBABLY CORRECT, AT LEAST IT CONCURS WITH THAT GIVEN TO US BY ANDRE CREMER, ABOUT THE PAY RECEIVED BY HIM. THE OFFICER WOULD PREFER TO SERVE THE CENTRAL GOVERNMENT IN A CIVIL CAPACITY, FOR EXAMPLE AS A CIVILIAN ADVISER ON ARMAMENTS, BUT WOULD SERVE IN ANY CAPACITY. HE GAVE ME A LETTER IN AN OPEN ENVELOPE FOR MRS. BRFIELD WHICH I AM SENDING ON FOR TRANSMISSION TO HER. I HAVE CONSULTED KHIARY WHO FEELS THAT DESPITE CERTAIN POSSIBLE RISKS INVOLVED, THE INFORMATION WHICH THIS OFFICER IS IN A POSITION TO FURNISH IS TOO VALUABLE FOR US NOT TO MAKE A STRONG EFFORT TO GET IT. THE CENTRAL GOVERNMENT SHOULD GIVE HIM AN OFFER OF EMPLOYMENT AS TECHNICAL INSTRUCTOR NOT OTHERWISE SPECIFIED AT A SALARY OF 52,000 PER MONTH FOR A PERIOD OF ONE YEAR. THIS OFFER WOULD NOT BE PUT IN HIS HAND UNTIL HE HAD GIVEN US INFORMATION WHICH, IN VIEW OF THE MILITARY AND CIVIL AUTHORITIES HERE, WARRANTED SUCH A TRANSACTION. HE IS TO COME TO SEE ME AGAIN ON MONDAY NEXT 30 OCTOBER AND WILL EXPECT A DEFINITE ANSWER THEN. WE THINK IT HARD TO OVERESTIMATE THE IMPORTANCE BOTH FROM THE POLITICAL AND MILITARY POINTS OF VIEW OF THE INFORMATION WHICH MAY BE OBTAINED FROM HIM AND WOULD STRONGLY RECOMMEND THE OBTAINING OF THE NECESSARY COOPERATION FROM THE CENTRAL GOVERNMENT.

SECRET

TO : ONUC LEPOLDVILLE
FROM: ONUC ELISABETHVILLE
DATE: 22 October 1961

PRIORITY NATIONS - ELLED-65 - LINDEN MACDON FROM O'HRIEN

MAJOR LASTONE CAME TO SEE ME UNDER SAFE CONDUCT YESTERDAY EVENING AT LES ROCHES. RAJA WAS WITH ME. LASTONE OFFERS TO COME OVER EITHER TO THE SERVICE OF THE UN OR WITH THE CENTRAL GOVERNMENT PROVIDED HE RECEIVES SAME PAY AND CONDITIONS AS WITH GENDARMERIE. ON COMING OVER HE SAYS HE WILL GIVE US ALL INFORMATION IN HIS POSSESSION REGARDING ORGANIZATION OF GENDARMERIE AND ROLE OF EUROPEANS THEREIN. IN THE COURSE OF THE CONVERSATION HE REVEALED THAT OPERATIONS AT JADOTVILLE HAD BEEN DIRECTED BY A FRENCH OFFICER MAJOR DE CLARY AND THAT HE HIMSELF HAD TAKEN PART IN OPERATIONS. ALMOST ALL THE ACTUAL FIGHTING HAD, HE SAID, BEEN DONE BY EUROPEANS MORE THAN 100 OF WHOM TOOK PART IN THE HOSTILITIES. IN RESPONSE TO FURTHER QUESTIONING HOWEVER HE SAID THAT WHILE HE WAS WILLING TO COME OVER TO US AND THEN TELL US EVERYTHING HE KNEW HE WAS NOT WILLING TO ACT AS AN INFORMER WHILE CONTINUING TO SERVE THE GENDARMERIE. AS REASON FOR HIS WISH TO CHANGE ALLEGIANCE HE GAVE FIRST OF ALL THAT HE HAD BEEN INSTRUCTED BY MUNONGO AND COLONEL PAULQUES TO CARRY OUT ACTS OF GENOCIDE AGAINST BALUBA WHICH HE WAS NOT WILLING TO DO. IT LATER EMERGED HOWEVER THAT HE WAS WORRIED ABOUT HIS GIRL FRIEND, MRS. TERESE ERTFIELD, SENT TO LEO ON 6 SEPTEMBER, OUR ELLED 847. HE HAD HEARD SHE WAS IN HOSPITAL AND HE WANTS TO GET IN TOUCH WITH HER. HE WOULD LIKE TO WORK IN LEO. ALTHOUGH BORN IN FRANCE HE SAYS

THAT RATHER THAN HE REPATRIATED THERE HE WILL CONTINUE TO SERVE WITH THE GENDARMERIE. WE ARE OF COURSE FULLY ALIVE TO THE POSSIBILITY THAT HIS REAL OBJECT MAY BE TO SPY ON US WHILE PLANTING FALSE INFORMATION. WE ARE INCLINED HOWEVER, AFTER A FAIRLY LONG CONVERSATION WITH HIM, TO THINK THAT HE IS GENUINELY DESERTING THE GENDARMERIE. HE WAS CERTAINLY IN THE GRIP OF VERY GREAT TENSION AND IS PROBABLY NOT VERY WELL BALANCED. IT MAY BE THAT HE IS UNDER SOME SUSPICION BECAUSE OF MRS. BRUFELD'S PRESENCE IN LEO OR BECAUSE OF COLONEL PAULQUES, OR IT MAY SIMPLY BE, AS HE SAID, THAT HE WISHES TO JOIN HER THERE. IF THIS IS THE CASE HE CERTAINLY IS IN A POSITION TO GIVE US MOST VALUABLE INFORMATION PARTICULARLY AS REGARDS THE FOREIGN OFFICERS SERVING WITH THE GENDARMERIE AND THEIR PART IN THE RECENT HOSTILITIES. WE BELIEVE THAT IT MAY BE WORTHWHILE TO GIVE HIM SOME ENCOURAGEMENT. IT IS CLEAR OF COURSE THAT THE UN CANNOT EMPLOY HIM BUT COULD THE CENTRAL GOVERNMENT'S SURETE NOT MAKE USE OF HIM? HE IS COMING TO SEE ME AGAIN TOMORROW NIGHT. I SHOULD BE GRATEFUL IF YOU WILL LET ME HAVE FOR HIM SOME NEWS OF MRS. BRUFELD, AND IF YOU WILL ALSO LET ME KNOW TO WHAT EXTENT I WILL BE JUSTIFIED IN ENCOURAGING HIM AND WHETHER IN PARTICULAR THEREIS ANY PROSPECT OF HIS BEING EMPLOYED BY CENTRAL GOVERNMENT. THIS OF COURSE BEING MADE CONDITIONAL ON OUR BEING SATISFIED WITH HIS FRANKNESS UNDER INTERROGATION AND WITH SUCH DOCUMENTARY EVIDENCE AS HE MAY BE ABLE TO PRODUCE. OUR FEELING IS THAT HE MAY BE OF VERY CONSIDERABLE USE TO US AND THAT HIS DESERTION SHOULD BE ENCOURAGED.

FM HQ SOUTH KATANGA
TO GRUC LEO
ELLEO 486

FAULQUES
~~68. FRANKFURT~~

TO LINNER MACROIN FROM CRUISE ORRIEN EGGE.

PARA ONE. COL NDJOKU AND HIS GROUP HAVE BEEN ON SIGHTSEEING TO JADOTVILLE AND KIPUSHI YESTERDAY AND TODAY. THEY PLAN TO ASSUME POSITIONS IN GENDARMERIE HQ ON THE FIRST JULY 61. NDJOKU EXPRESSED SOME WORRY ABOUT THE INTENTION OF THE GENDARMERIE TO USE HIS GROUP AS LIAISON OFFICERS. HE INTENDS TO OPPOSE THIS AND FIRMLY DEMAND TO TAKE OVER COMMAND. HE ALSO EXPRESSED INTEREST IN UN ASSISTANCE IN THE EXECUTION OF HIS FUNCTIONS IN THE GENDARMERIE HQ.

PARA TWO. EGGE PROTESTED TODAY IN THE MINISTRY OF DEFENCE AGAINST THE CONTINUED RECRUITMENT OF PERSONNEL FOR THE GENDARMERIE IN EUROPE. UN WAS AWARE OF RECRUITMENT STILL TAKING PLACE IN PARIS OF FRENCH OFFICERS MAINLY ORIGINATING FROM ALGERIA. OFFICIALS FROM THE MINISTRY OF DEFENCE REPLIED THAT RECRUITMENT WAS DONE BY MR DIUR, RESIDENT MINISTER FOR KATANGA IN PARIS. EGGE WAS TOLD IN CONFIDENCE THAT THE RECRUITMENT TOOK PLACE ON ORDERS OF MINISTER OF DEFENCE YAV WITH THE CONNIVANCE OF MINISTER OF FINANCE KIWEE. A FRENCH LT COL NAMED EDGAR TOUPET-THOME, 39 YEARS OF AGE, HAD ARRIVED IN ELISABETHVILLE IN THE MIDDLE OF JUNE. THE FRENCH COLONEL WAS ASSIGNED TO OCCUPY A POST AS SPECIAL MILITARY ADVISOR TO YAV. CONTRACT HAS NOT YET BEEN SIGNED OWING TO RELUCTANCE FROM SOME MEMBERS OF THE GOVERNMENT. A FRENCH SECRETARY WHO HAS SERVED 8 YEARS WITH SPECIAL SERVICES IN ALGERIA, MR MME VERRIERE, HAS ALSO ARRIVED IN ELISABETHVILLE AND IS ABOUT TO START WORKING IN THE MINISTRY OF DEFENCE. EGGE THEN SAW TIGNEE AND PROTESTED AGAINST THE CONTINUED RECRUITMENT OF MERCENARIES FOR THE GENDARMERIE IN EUROPE. TIGNEE SAID THAT HE WAS AWARE OF A CLOSE COOPERATION BETWEEN KIWEE, YAV AND DIUR AND THE OBVIOUS PLAN FOR FILLING KEY POSTS WITH FRENCH OFFICERS. TIGNEE RECALLED THE ABORTIVE COUP D'ETAT IN WHICH COLONEL TRINQUIER PLAYED A PREDOMINANT ROLE AND SAID THAT POSSIBILITIES EXIST FOR A SIMILAR MANOEUVRE BEING REPEATED WITH COL TOUPET-THOME AND MAJOR LABOUEDONNAIRE AS KEY PERSONS.

PARA THREE. CREVECOEUR HAS NOW HAD TWO MEETINGS WITH TSHOMBE WHO ENCOURAGED COOPERATION WITH UN IN THE MATTER OF REORGANIZATION OF THE GENDARMERIE. TSHOMBE GAVE INSTRUCTIONS FOR CONTINUED NEGOTIATIONS WITH EGGE MISSION AND AUTHORIZED CREVECOEUR TO TAKE GROUP ON VISIT TO GENDARMERIE UNITS NEXT WEEK. ACCORDING TO CREVECOEUR TSHOMBE WANTED TO USE NDJOKU GROUP SOLELY FOR LIAISON BETWEEN MOBUTU AND TSHOMBE EXPRESSED FEAR OF A MASS REMOVAL OF NON-CONGOLESE CADRES FROM GENDARMERIE IN A SHORT TIME.

/./././././...

PARA FOUR. THE TWO PLATOONS OF THE GENDARMERIE WHICH LEFT ELISABETHVILLE YESTERDAY TO TAKE PART IN PARADE IN LEO ON 30 JUNE WERE COMMANDED BY MAJOR MAKITO WHO WAS PROMOTED FROM CAPTAIN YESTERDAY.

PARA FIVE. HEAD OF KATANGA MILITARY JURISDICTION SERVICE MAJOR MUKE WAS PROMOTED TO LT COL YESTERDAY AND LEFT TODAY FOR LEO TO ACT AS PRESIDENT TSHOMBE'S SPECIAL ENVOY DURING THE CELEBRATION OF INDEPENDANCE. COL MUKE WAS ACCOMPANIED BY CAPTAIN SELEMANE.

COMMENTS.

- a) BOGE KEEPS CONTACT WITH NDJOKU AND HAS ENCOURAGED HIM TO STICK TO HIS INSTRUCTIONS FROM MORDRE MOBUTU TO ACTUALLY TAKE OVER COMMAND OF GENDARMERIE. BOGE HAS OFFERED TO ASSIST NDJOKU WITH BACKGROUND MATERIAL CONCERNING GENDARMERIE AND ADVICE IN DAILY COMMAND FUNCTIONS.
- b) GRIEN WILL SEND FORMAL NOTE OF PROTEST TO GOVERNMENT AGAINST CONTINUED RECRUITMENT OF MERCENARIES IN EUROPE.
- c) WE INTEND NOW TO REQUEST THE EXPULSION OF FOLLOWING FRENCH OFFICERS IN ORDER TO PREVENT INTERNAL DIFFICULTIES IN KATANGA :

COL TOUPET-THOM
MAJ LABERDORNAIE
MAJ BOUSQUET
MAJ PAULQUES
MAJ EGE

THE FORMAL REQUEST FOR THE EXPULSION OF THESE OFFICERS WILL BE SUBMITTED TO THE GOVERNMENT. YOU HAVE OF COURSE A NUMBER OF PREVIOUS REPORTS FROM US ON THE QUESTION OF THE FRENCH OFFICERS.

LT COL.

COPY

SECRET

Statement by Lieut. VALERIO, Italian Red Cross, at Italian Hospital, Eville on morning of Tues Oct 17th 1961.

Lieut Valerio and 5 other ranks from Italian Hospital were taken prisoners at the Italian Stores on ave Industrielle on the morning of 18th Sept 1961. They were taken to Munama about 30 km from Eville by Paracommandos with European Officer in charge. There were 20 Irish prisoners who were taken at Radio College, already at Munama. On passing Camp Massar on the way to Munama there was an incident when one of the Italians became separated from the others. Gendarmerie at Camp Massar thought he was an Indian and attacked him. He was rescued by the Paracommandos. At Munama prisoners were guarded by 60 - 80 Paracommandos with a French Captain in charge. On Sept 21 st or 22nd prisoners were taken to Briqueville. Allotment of accommodation here gave rise to indiscipline among Gendarmerie. They wanted to revolt against white officers. Col Folke came and calmed things down. 6 or 7 white officers in civilian clothes were seen from time to time. All white officers were extremely friendly and there was no shortage of food drink or cigarettes. While at Munama they were visited by the Minister for Defence, Tshombe's brother, various journalists, Italian Consul. Lt Valerio was questioned about the Italian Hospital being a fortress and what arms were there etc. Lt Ngoya, a relative of Tshombe's was also seen from time to time.

Prisoners spent one day and one night in Briqueville and were then taken by bush roads to Jadotville. Journey took 8 hours.

There were about 5 trucks and three cars in the convoy which had a paracommandos escort with a Belgian officer in charge. In Jadotville they were taken to Hotel Europe and joined the main body of the prisoners there. No white officers were seen. About 80 Gendarmerie on guard. Shots were fired occasionally. Discipline not good. Much drinking. Food was good and generally speaking prisoners got what they asked for. Tshombe was very nervous on his visit to the prisoners.

On 12th or 13th Oct all prisoners were taken to Kolwezi in one convoy in buses and trucks at about 1000 hrs. 4 or 5 Gendarmerie in each vehicle. Followed main road and passed two road blocks, one at Ldc Delcommune. They were taken to a military camp about 14 km outside Kolwezi towards Kamina. Soldiers and women in the camp demonstrated and threatened to kill them. They were taken back to Kolwezi to a house previously occupied by Morocans, Swedes etc. This house belongs to an Italian. Prisoners were lined up and caps belts and other items which seemed attractive to Gendarmerie were taken off them. Prisoners were pushed around at bayonet point and searched. Three Irish soldiers who had some ammunition were slapped on the face. Irish officers intervened and collected all items and handed them over. Gendarmerie were very excited and appeared to want an excuse to beat people up. They were very hostile and very different from those in Jadotville. Search took three to four hours. Situation was very dangerous as one shot could have started wholesale bloodshed. Prisoners were taken in one by one to the house. Had nothing to eat or drink for about 24 hours. They slept on the floor during night and were occasionally visited and searched by Gendarmerie sentries who were still hostile and suspicious.

Next day an Italian officer in Gendarmerie spoke to Lt Valerio. He is well known to UN. Is 15 years in Katanga. Name - Bruno Proclani. Has shaven his beard. Claims he was the observer in the Fouga fighter. He arranged bedding, food etc for the prisoners and conditions improved. He informed Lt Valerio about plans for the release of Irish prisoners on Mon Oct 16th. This appeared to be the only intimation about release plans these prisoners had. Italian prisoners were told they were going to be released. They left Kolwezi at 1630 hours on Oct 15th. They travelled in covered in VW bus with truck as escort. They got fill-up of petrol at military camp in Jadotville and proceeded to Lufira Bridge. They could not get through the very heavy road block as the "key" to some machinery was missing. They went back to Jadotville for the "key". On the way back to Jadotville they were stopped by a Belgian officer and some Africans. The Belgian officer

said that these prisoners were escaping, that the African officer in charge of the escort was not an officer and that the release document which they had was false. They were taken to the military camp in Jadotville where they met a Major who is in charge of the camp at Shinkolobwe. He was very nice but very drunk. He tried to make several phone calls and tried to read the release document. He said they had received no orders and so could'nt let them pass. Eventually another major arrived who apparently arranged for permission to let them through. The situation during all this time was very dangerous as anything was liable to happen. The white officer took them to Lufira Bridge and they were left through. They came the main road to Eville till they reached a point about 15 km from Eville where they took to a bush road. They were taken to Camp Massar after some confusion on the way through the city. They were taken to the Italian Hospital at about 0230 hrs on 16th Oct and handed over to Capt Cipolat.

- General.
1. Situation in Kolwezi is very dangerous for the prisoners as there are bad elements there.
 2. Rumour that there are about 600 whites training at Le Marinol (North of Kolwezi).
 3. Fouga jet was seen flying once while they were in Kolwezi.
 4. UN personnel should avoid being taken prisoner especially Indians.
 5. There are many white officers in Eville - they are good officers and some of them live in the bush.
 6. From the amount of information available to the Katangese it would appear that much of this must be coming from UN employees or people closely connected with them.
 7. The escort which took the Italians to Eville was to go back to Kolwezi for the other prisoners.

8. The anti UN operation is being directed from a house near Radio College where there is a complete communications set-up directed by priests or personnel dressed as priests.

<u>DISTRIBUTION</u>	Copy N°
O/C SECTOR B	1
O/C ITALIAN HOSPITAL	2
O C IRISH BATTALION	3
O/C SWEDISH BATTALION	4
O/C KATANGA COMMAND	5
ONUC CIVILIAN REPRESENTATIVE EVILLE	6
FILE	7/8

SECRET

FROM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

DATE 7 SEPTEMBER 1961

PRIORITY - ELLEO 847 - LINNER MAGEOIN FROM EGGE.

FURTHER OUR 835 - THE FOLLOWING IS A RESUME OF INFORMATION VOLUNTEERED BY MRS. THERESE ERFIELD WHO SOUGHT UN PROTECTION YESTERDAY AND WAS SENT TO LEO BY SCHEDULED FLIGHT THE SAME DAY. THE INFORMATION IS CORROBORATED BY STATEMENTS FROM OTHER SOURCES WHICH ARE STILL IN ACTION IN EVILLE AND FOR THAT REASON CANNOT BE DISCLOSED UNTIL THEY ARE IN SAFETY. FRENCH MAJOR FAULQUES, UNTIL 28 AUGUST COMMANDER OF SHINKOLOBWE GENDARMERIE TRAININGS CAMP, HAS ESTABLISHED A "GUERRILLA HEADQUARTERS" IN THE VICINITY OF KOLWEZI. A NUMBER OF FRENCH OFFICERS, FORMERLY SERVING IN THE KATANGESE GENDARMERIE, HAVE JOINED HIM. ONLY TWO FRENCH OFFICERS OF THE 21 WHO WERE SERVING IN THE GENDARMERIE ON 28 AUGUST HAVE LEFT KATANGA. CAPTAIN LASIMONE HENRI-MAURICE, FORMERLY SERVING IN KALONJIS ARMY IN SOUTH KASAI IS THE SECOND IN COMMAND OF THE GROUP STOP MEETINGS ARE HELD REGULARLY AT NIGHT IN EVILLE WHERE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS, KIMBA AND MINISTER OF INFORMATION SAMALENGE ATTEND. THE GROUP IS PLANNING ATTACKS WITH PLASTIC BOMBS AND SILENT INFANTRY WEAPONS AGAINST UN ESTABLISHMENTS AND SINGLE PERSONS SERVING WITH UN. ~~THE~~/THE LIST OF THEIR LIQUIDATION OF PERSONNEL ARE: O'BRIEN, TOMBELAINE, EGGE, MRS. BERNTZEN AND ROBERT GRINDALL. IT SEEMS THAT THE MEMBERS OF THE GROUP ARE RELUCTANT IN CARRYING OUT THE ACTIONS THEMSELVES AND THAT THEY HAVE DIFFICULTY OF HIRING LOCAL ASSASSINS FOR THE JOB. THE GROUP PLANS TO INCITE THE INDIGENOUS POPULATION AGAINST UN AND THE SOURCES FELT CONVINCED THAT THE PREVIOUS DAYS' DEMONSTRATIONS OF STONE THROWING AND BURNING CARS WERE INSTIGATED BY THE GROUP. A CIVILIAN FRENCH NAMED DECHANGER IS REPORTED TO ASSOCIATE WITH THE GROUP AND THAT HE EXERCISES GREAT INFLUENCE OVER TSHOMBE. MANY OF THE MERCENARIES WHO WERE FORCED TO LEAVE GENDARMERIE ON 28 AUGUST HAVE ACCEPTED OFFERS FOR JOBS IN THE MINISTRY OF INFORMATION. LASIMONE IS ONE OF THEM WHO IS NOW CARRYING AN OFFICIAL IDENTITY CARD WITH THE STAMP OF THE MINISTRY STOP.

SECRET

011510 Z JULY

FROM: HQ SOUTH KATANGA

TO : ONUC LEO

ELLEO 490

FOR LINNER FROM CRUISE O'BRIEN.

THE FOLLOWING IS THE TEXT OF NOTES ADDRESSED BY ME TO THE COLLEGE OF MINISTERS AND FRENCH CONSUL GENERAL REGARDING THE QUESTION OF FRENCH MERCENARIES. NO DOUBT YOU WILL HAVE THE STORY OF DIUR'S RECRUITING BUREAU INVESTIGATED IN PARIS. QUOTE LE REPRESENTANT DE L'ONU A ELISABETHVILLE PRESENTE SES COMPLIMENTS AU COLLEGE DES MINISTRES ET A L'HONNEUR DE LUI COMMUNIQUER CE QUI SUIV: LE REPRESENTANT A APPRIS QUE LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL MILITAIRE DESTINE AU KATANGA CONTINUE PAR LE TRUCHEMENT DE M. DIUR, MINISTRE RESIDENT DU KATANGA A PARIS. UN PREMIER OFFICIER FRANCAIS, LE LT COL TOUPET-THOME, SERAIT DEJA ARRIVE A ELISABETHVILLE OU IL S'APPRETERAIT A REMPLIR LES FONCTIONS DE CONSEILLER MILITAIRE AUPRES DU MINISTRE DE LA DEFENSE, M. YAV. LE REPRESENTANT DE L'ONU NE PEUT MANQUER DE S'ELEVER CONTRE PAREIL RECRUTEMENT QUI N'EST PAS SEULEMENT CONTRAIRE AUX RESOLUTIONS DU CONSEIL DE SECURITY MAIS AUSSI NE CORRESPOND PAS AVEC LES ASSURANCES RENOUVELEES QUE LES AUTORITES KATANGAISES ONT BIEN VOULU DONNER A CE SUJET. IL RAPPELLE EGALEMENT QUE LE COLLEGE DES MINISTRES S'ETAIT ENGAGE A EXAMINER LE CAS DE M. HUYGHE ET CELUI DU MAJOR LABOURDONNAIE. N'ETANT PAS AU FAIT DE LA SUITE DONNEE A CETTE AFFAIRE, LE REPRESENTANT DE L'ONU SE PERMET DE SOULIGNER A NOUVEAU QUE LA PRESENCE DE CES DEUX PERSONNES, AINSI QUE CELLE DES MAJORS BOUSQUET, PAULQUES ET EOE DANS LES SERVICES KATANGAIS, N'EST PAS COMPATIBLE AVEC LES NORMES DONT S'INSPIRE L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO. AUSSI, LE REPRESENTANT DOIT-IL PRIER LE COLLEGE DE BIEN VOULOIR PRENDRE DES MESURES POUR QU'IL FASSE CESSER CET ETAT DE CHOSES ET POUR QUE

.../...

LES OFFICIER FRANCAIS CI-DESSUS MENTIONNES QUITTENT LE TERRITOIRE KATANGAIS. LE REPRESENTANT DE L'ONU A ELISABETHVILLE SAISIT CETTE OCCASION POUR RENOUVELER AU COLLEGE DES MINISTRES LES ASSURANCES DE SA HAUTE CONSIDERATION UNQUOTE. QUOTE MONSIEUR LE CONSUL GENERAL, J'AI L'HONNEUR DE VOUS FAIRE SAVOIR QUE LE LT COL EDGARD TOWPET-THOME, ANCIEN D'ALGERIE, EST ARRIVE IL Y A QUELQUES JOURS A ELISABETHVILLE OU IL COMPTA OCCUPER UN POSTE DE CONSEILLER MILITAIRE AUPRES DE M. YAV, MINISTRE DE LA DEFENSE.

JE ME PERMETS DE VOUS SIGNALER LA CHOSE POUR QUE VOUS PUISSIEZ ENTREtenir EN RAPPORT AVEC CET OFFICIER? COMME VOUS AVEZ OFFERT DE LE FAIRE POUR LES AUTRES MILITAIRES FRANCAIS DEJA INSTALLES AU KATANGA. NOUS VENONS, D'AILLEURS, DE RECEVOIR LE RENSEIGNEMENT QUE M. DIUR, MINISTRE RESIDENT DU KATANGA A PARIS EST EN TRAIN EN CE MOMENT DE RECRUTER DES MERCENAIRES FRANCAIS A PARIS POUR LE KATANGA. IL EST EVIDENT QU'UNE TELLE ACTION EST EN PLEINE CONTRADICTION AVEC LES TERMES DES RESOLUTIONS DU CONSEIL DE SECURITE. JE ME DEMANDE DANS CES CONDITIONS SI VOTRE GOUVERNEMENT, QUI A ACCEPTE LES RESOLUTIONS DU CONSEIL DE SECURITE, NE POURRAIT ENVISAGER DE PRENDRE DES MESURES POUR QUE CESSE LE RECRUTEMENT MILITAIRE DU BUREAU KATANGAIS A PARIS.

EN VOUS REMERCIANT ENCORE DU CONCOURS QUE VOUS VOUDREZ BIEN NOUS APPORTER, VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE CONSUL GENERAL, LES ASSURANCES DE MA HAUTE CONSIDERATION UNQUOTE.

SECRET

FROM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

DATE 25 JULY 1961

PRIORITY NATIONS - LINNER MACROIN FROM CRUISE O'BRIEN - ELLEO 620.

TOMPE-THOME LEFT HERE THIS MORNING ON UAT FLIGHT AT 11:40. HE WAS SEEN OFF BY MUNONGO. THE POSITION AS REGARDS EGE AND DE LA BOURDONNAIE IS STILL THAT THEY ARE TO LEAVE BY FIRST AUGUST AT LATEST. IF THEY FAIL TO DO SO WE WILL EXPEL THEM AND THEY KNOW THIS. AS REGARDS FAULQUES AND BOUSQUET WE AWAIT WORD FROM YOU ON QUESTION POSSIBLE REPLACEMENTS.

SECRET

FROM ONUC NVILLE

TO ONUC LEOPOLDVILLE

DATE 9 JULY 1961

PRIORITY NATIONS - ELLBO 530 - MESTIRI FROM CHEISE O'BRIEN.

I AM SENDING YOU BY POUCH TODAY A COPY OF MY LETTER TO TSHOMBE KEEPING THE POLITICAL ADVISERS' BALL ROLLING. I GAVE AS A FIRST LIST THE FOLLOWING NAMES: COL. TOUPE-TOME MAJOR PAULQUES MAJOR BOUSQUET COMMANDEANT EGE CAPTAIN DE LA BOURGONHAIS COL EUYQUE MR. BARTELOUS MR. UGEUX. I HAVE NOT PUT TIGHEE'S NAME ON THE LIST BECAUSE IT MIGHT BE MORE ELEGANT IN PRESENT CIRCUMSTANCES FOR SPAAK TO RECALL HIM AND CREVECOEUR WITHOUT PROPOSAL BY US TO TSHOMBE. I SHOULD NOT HOWEVER AT PRESENT BE SORRY TO SEE TIGHEE GO. HE IS NOT SUPPLYING US WITH ANYTHING OF ANY USE AT PRESENT AND HIS CHIEF MUNONGO HAS BECOME MORE ANTAGONISTIC. ON THE WHOLE I THINK TIGHEE'S SUPPOSED MODERATION AT PRESENT MAINLY CONSISTS IN FURNISHING THE KATANGANS WITH PLAUSIBLE EXCUSES AND IN SAVING THEM FROM GROSS INDISCRETIONS. HIS ACTIVITIES ARE OF LITTLE INTEREST FOR US AND I THINK IT WOULD BE ENTIRELY IN ORDER FOR SPAAK IN RETURN TO REMOVE HIM AS WELL AS CREVECOEUR ONCE THE FRENCH OFFICERS ARE OUT.

261240Z JUL 61

PRIORITY

FROM ONUC LEO

TO ONUC ELI

RESTRICTED FC 392 TO CRUISE O'BRIEN FROM LINNER, MACEOIN.

YOUR ELLEO 613 INDICATED A SATISFACTORY DEVELOPMENT IN KATANGA.
WE SHALL REPLACE FAULQUES AND BOUSQUET AS EARLY AS POSSIBLE. PARTICULARS
OF REPLACEMENTS WILL BE FORWARDED TO YOU IN THE COURSE OF A DAY OR
TWO. TSHOMBE MAY BE ASSURED THAT WE ACCEPT AT ONCE THE PRINCIPLE
OF PROVIDING UN REPLACEMENTS AND THAT THESE WILL BE MADE AVAILABLE
WITH THE GREATEST POSSIBLE SPEED.

031845Z JUL 61

PRIORITY

FROM ONUC LEO

TO ONUC ELI

CONFIDENTIAL EV-275 O'BRIEN FROM LINDNER. I HAVE FORWARDED TO SECGEN FOLLOWING MESSAGE.

1. AT FRENCH AMBASSADORS REQUEST, I HAVE GIVEN HIM THIS MORNING A SUMMARY OF THE INFORMATION WE HAVE AVAILABLE REGARDING THE FRENCH CITIZENS WORKING FOR THE KATANGESE GOVERNMENT. THIS SUMMARY READS AS FOLLOWS: QUOTE

NOTRE REPRESENTANT A EVILLE DES A INFORME EN DATE DU 20 JUIN QUE LES CITIZENS FRANCAIS DONT LES NOMS SUIVENT SE TROUVENT ETRE AU KATANGA EN QUALITE DE MERCENAIRES LE COMMANDANT LABOURDONNAIE LE COMMANDANT PAULQUES DENARD, MARIA, BOHAVERIAN, PRADIER, BOUSQUET (COMMANDANT) LE COMANDANT EGE. PARA. IL APPARAITRAIT QUE LE COMMANDANT LABOURDONNAIE L'OCCUPE DE LA SECTION G5 DE LA GENDARMERIE KATANGAISE QUI EST RESPONSABLE EN PARTICULIER DE LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET IL TRAVAILLE DIRECTEMENT AVEC LE MINISTERE DE L'INTERIEUR PARA LE COMMANDANT EGE OCCUPE LES MEMES FONCTIONS A ALBERTVILLE TANDIS QUE LE COMMANDANT PAULQUES DIRIGE LE CENTRE D'ENTRAINEMENT DE SHINKOLOBWE OU IL EST SOUPCONNE DE JOUER UN ROLE SEMI POLITIQUE PARA D'APRES DES RENSEIGNEMENTS NON CONFIRMES LE COMMANDANT LABOURDONNAIE SERAIT LE MEME QUE CELUI QUI AVAIT PRIS PART AU PROCES DES BARRICADES D'ALGER OU IL FAISAIT LA POLITIQUE DES EXTREMISTES PARA LE CONSUL GENERAL A EVILLE, M. LAMBROCHINI QUE NOS REPRESENTANTS ONT VU A PLUSIEURS REPRISES A DEJA DEMANDE DES INSTRUCTIONS A PARIS EN CE QUI CONCERNE UN EVENTUEL RETRAIT DE CES PERSONNES. M. LAMBROCHINI SOULIGNE CEPENDANT QU'AUCUN DE CES OFFICIERS NE SE TROUVENT EMPLOYES PAR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE ET QU'ILS ONT ETE ENGAGES PAR LES AUTORITES KATANGAISES D'UNE MANIERE TOUT A FAIT PRIVEE PARA TOUJOURS

D'APRES NOTRE REPRESENTANT A ELISABETHVILLE, LE RECRUTEMENT DES CITOYENS FRANCAIS POUR LE KATANGA CONTINUERAIT ET IL S'EFFECTUE PAR LES SOINS DU MINISTRE RESIDENT DU KATANGA A PARIS, MONSIEUR DIUR LEQUEL RECOIT SES ORDRES DU MINISTRE DE LA DEFENSE YAV. C'EST AINSI QUE MLE LIEUTENANT COLONEL TOUPET-THOMME EST ARRIVE RECEMMENT AU KATANGA OU IL OCCUPE LE POSTE DE CONSEILLER SPECIAL AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE PARA UNE SECRETAIRE FRANCAISE, MADAME VERRIERE EST EGALEMENT ARRIVEE RECEMMENT A ELISABETHVILLE OU ELLE DOIT COMMENCER A TRAVAILLER DANS CE MEME MINISTERE DE LA DEFENSE, MME VERRIERE AYANT SERVI PENDANT HUIT ANS DANS LES SERVICES SPECIAUX EN ALGERIE PARA UNE DEMANDE OFFICIELLE VA EGALEMENT ETRE SOUMISE AUPRES DU GOUVERNEMENT KATANGAIS PROTESTANT CONTRE LE RECRUTEMENT CONTINU DE TELS CONSEILLERS DONT LA PRESENCE A ELISABETHVILLE NE PEUT QUE RENDRE PLUS DIFFICILE L'APPLICATION PAR LES NATIONS UNIES DE LA RESOLUTION DU CONSEIL DE SECURITE DU 21 FEVRIER 1961 UNQUOTE.

2. CHARPENTIER REITERATED THAT THESE INDIVIDUALS WERE NOT FRENCH OFFICERS BUT MERELY FRENCH CITIZENS AND THAT HIS GOVERNMENT HAD ALREADY TAKEN THEIR CASES UP DIRECTLY WITH YOU. HE, CHARPENTIER, HAD FURTHERMORE NO INSTRUCTIONS TO DEAL ABOUT THEM WITH US HERE.

SECRET

FM ONUG EVILLE

TO ONUG LEO

23 JUNE 1961

Faulques

PRIORITY ELLEO 457 LINNER MACEOIN FROM CRUISE OBRIEN EGGE

PLEASE SEE OUR 436 REGARDING FRENCH MERCENARIES. LAMBROSHVIN HAS NOT YET REPLIED AND WE ASSUME HE HAS NO INSTRUCTIONS FROM HIS GOVERNMENT. LABOURDONNAIE IS NOW IN CHARGE G.5 SECTION OF GENDARMERIE CHARGED WITH PSYCHOLOGICAL WARFARE RESPONSABILITIES AND WORKING WITH MUNOFOO'S MINISTRY OF INTERIOR. COMMANDANT EGE REPEAT EGE IS DISCHARGING THE SAME FUNCTIONS IN LABERTVILLE. WE FEEL STRONGLY THAT THE FRENCH GOVERNMENT SHOULD BE PRESSED TO ASSURE WITHDRAWAL THESE OFFICERS WHOR REPRESENT PARTICULARLY DANGEROUS ELEMENT IN PRESENT SITUATION HERE AND ALSO OTHER FRENCH OFFICERS NAMED OUR 436 ESPECIALLY COMMANDANT FAULQUES PRESENT COMLANDER SHINKILOBWE TRAINING CENTRE WHO IS ALSO ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ ~~XXXXXXXXXX~~ BELIEVED TO BE PLAYING SEMI-POLITICAL ROLE. THESE OFFICERS BEING INTEGRATED INTO THE GENDARMERIE DO NOT REPEAT NOT FALL INTO THE CLASS OF MERCENARIES WHOM THE GENDARMERIE COMMAND HAVE AGREED TO DISBAND BY 26 JUNE.

THIS TIME WITHOUT EFFECTIVE BELGIAN OPPOSITION. CONTINUED DISSENSION IN COLLEGE MAKES SUCH A ROLE POSSIBLE. WE HAVE NO EVIDENCE THAT THIS HAS TAKEN PLACE BUT JUDGE WISE TO FORESTALL ANY SUCH POSSIBILITY. AT MEETING COLLEGE TODAY PRESSED THEM FOR LIST FRENCH MERCENARIES AND DREW SPECIAL ATTENTION LABOURDONNAIE CASE. MUNONGO PROMISED INVESTIGATE AND IF SATISFIED LABOURDONNAIE AS REPRESENTED WOULD ORDER HIS REMOVAL. FOLLOWING LIST OF FRENCH MERCENARIES RECEIVED FROM FRENCH CONSULATE : LABOURDONNAIE, FAULQUES, DENARD, MERIA, BOVANIER, PRADIER.

MILITARY INFORMATION LIST

NAME *Faulques, R.K. May, a Col.*

This name appears on a list of Belgian/non-Belgian
(.....) military personnel serving in the Katangese
forces, whereabouts unknown, but presumed to be still in Katanga.
The list was compiled by ONUC's Military Information Office
during the months of August and September 1961.

ROUTING SLIP

TO

Mr. G.

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

① *Mr. Hambursen is, I imagine, a gentleman falling fully under para A2.*

② *It seems too good to be true that Col. Faulques should present himself "spontaneously" before Toulouse authorities - Crisis de conscience, perhaps!!*

③ *Am sending this cutting to Mr. Roly-Bennett, f. i.*

DATE

27/3.

FROM

[Signature]

L'AFFAIRE DES RECRUTEURS POUR LE KATANGA bientôt évoquée devant le tribunal militaire de Toulouse

Toulouse, 18 mars (correspondance « Figaro »).

Au sujet de l'affaire toulousaine de recrutement de volontaires pour le Katanga qui date du mois de décembre dernier et dans laquelle sont déjà inculpés deux anciens officiers d'active dégages des cadres, le commandant René Faulques et le lieutenant Paul Ropagnol, tous deux ayant servi au 1^{er} R.E.P., le troisième homme, l'industriel belge Hambursen (lui aussi inculpé) qui finançait les opérations de recrutement, ne comparaitra pas devant le tribunal de première instance de Toulouse où l'affaire sera prochainement appelée. En effet, Hambursen vient d'être rappelé au Katanga par M. Moïse Tshombe et, de ce fait, a décidé de ne pas répondre pour l'instant au mandat d'amener délivré contre lui par M. Lespinet, juge

d'instruction à Toulouse, chargé de l'affaire.

Précisons qu'il y a trois semaines, le commandant Faulques s'était présenté spontanément devant le juge toulousain et qu'il avait été laissé en liberté provisoire. Quant à Paul Ropagnol, après deux mois de détention, il avait bénéficié au même moment d'une mesure semblable.

≈ PAU. — Pour une cause inconnue, un incendie s'est déclaré au premier étage de la mairie de Bruges (Basses-Pyrénées). L'intervention des sapeurs-pompiers de Naye a permis de circonscrire rapidement le sinistre. Le feu a cependant détruit les registres d'état civil, les procès-verbaux, les comptes rendus de délibérations du conseil municipal, ainsi que de nombreux dossiers administratifs.

Figaro, 19 mars

Faulques

N° III/

/ CA Int- Dénign.

Au Comd I BIF

Comd Secteur KALIAWA

Au Major PAULQUES

Info : 0 3

Secrétariat Place Elisabethville

Bureau Courrier

OBJET : Mutation - Dénignation

Lib5

1. Le Major PAULQUES, R., Comd du I BIF est désigné pour prendre le Commandement du 24 BDI et du Secteur KALIAWA. Cette mutation devra être exécutée pour le 14 août 1961.

Le Major MARITO KICHUWA est désigné pour prendre le Commandement du I BIF, de la Garnison et de la Place de Rhinkolobwa.

Le Capitaine SHU, R., est désigné provisoirement comme conseiller du Major MARITO, en cumul avec ses fonctions actuelles.

S U R S
Lt-Col
Comd PT n.1.

*Repatrolled 2 Aug
(no case file)*

Jurques

CROSS REFERENCE SHEET



LETTER



CABLE



MEMO

OTHER:

FROM :

TO :

SUBJECT :

SUMMARY :

Original filed in No.:

See Saint Paul

Dr. 18 Juillet 1961

Y/R. -

FORCES ARMEES KATANGAISES
Q.G. DE LA FORCE TERRESTRE
ETAT MAJOR SECTION G 1

Distribution :
1 retour G1/OA
1 G2/Force Terrestre
1 Bn PM.
1 Base F.T.

DEPART DU KATANGA

Nom et prénom : FAULQUES, Roger

N° de matricule : 202.285

Grade : Major

Unité : 24e B.G.I.

Motif du départ : Contrat renouvelé - congé.

Lieu de Destination : PARIS

Autorisé à quitter le Katanga par premier avion - ~~avion~~
à partir du : 14 août 1961

Ticket aller-retour à charge de ... KATANGA

Observations : départ par UAT le 05 septembre 1961.
Voyage à charge du Katanga.

de TROYER, P.
Major
G 1

PO
DE LOOF
Cap.

Réservé au service Place :

Place réservée sur l'avion ... UAT ... quittant E'ville le 5/8/61
le bateau quittant Lobito le

Feuille de route n° 1116 du 17-8-61 ci-jointe.

Le Secrétaire Place

Réservé au service G 1

Fait le

: Paraphe

1. Avant départ : Traitement :
Prévenir Bruxelles :
Prévenir unité :

2. Après le départ :
Ordre de bataille :
Inscription FMC
Inscription Fiche :
Inscription liste :
Envoi fiche rens.
à Minaf :

Mr Jacobs

ref of

CENTRE D'INFORMATION DES NATIONS UNIES
POUR LA BELGIQUE, LA FRANCE ET LE LUXEMBOURG

26, AVENUE DE SÉGUR, PARIS VIIe

TÉL. : SUFFren 98-70

18th April 1962

Confidential*Copy sent
to Rolz-Bennett
1/5/62*

Dear Mr. Gardiner,

I refer to your confidential cable N° LEO/MIS 138 in which you quoted me the message ELLEO 475 from Jose Rolz Bennett regarding the trial in France of the three French citizens concerned among other things with recruitment of Katanga mercenaries. This is by way of being an interim report to tell you that the case has not yet come before court in Toulouse. The dossiers are being prepared. Messrs. Faulques, Ropagnol and Hambursen are provisionally at liberty on bail.

I have been able to find a method of being informed about the case when it comes before the court unless, of course, the proceedings should be held in camera which I believe to be unlikely. I shall therefore let you have news when I have some developments to report.

I should be very grateful if you would be kind enough to forward the contents of this letter to Jose Rolz Bennett and I should like to send both of you my very best wishes.

Yours sincerely,

W. Gibson Parker
Director

Mr. Robert K.A. Gardiner
Officer-in-charge of the
UN Operations in the Congo
Boite Postale 7248
LEOPOLDVILLE

LIBERATION du 9 février 1962

En vitrine...

● LE CHEF DES « AFFREUX » DU KATANGA EN CAVALE... Depuis mercredi, le commandant du fameux 1^{er} R.E.P. (dissous après le putsch d'avril) et chef des « Affreux » français de Tshombé au Katanga, fait l'objet d'un mandat d'arrêt d'un juge d'instruction de Toulouse, chargé de l'affaire du recrutement de mercenaires pour le compte de M. « Tiroir-Caisse ». On pense que le sieur Faulques a rejoint, ou est en train de rejoindre, les rangs de l'O.A.S. en Algérie.

FICHE D'ACHEMINEMENT

A : Mr. Ho, Information Officer
ONUC Leopoldville

Pour exécution	Pour signature
Préparer	A retourner
Retourner av. références	Pour expédition
Obtenir visas indiqués	Pour information
Pour approbation	A classer
Pour commentaires	

Observations :

Reference my cable No.191

Pour retour plier ici; épingle à l'envers.

De W. Gibson Parker
Director, UNIC, Paris

Date 9.3.62

Le monde date 10 février 1962

L'information sur le recrutement
de volontaires pour le Katanga

**DES MANDATS D'ARRÊT
sont lancés contre l'industriel
belge Hambersen
et l'ancien commandant
de parachutistes René Faulques**

(De notre correspond. particulier.)

Toulouse, 8 février. — Comme nous l'indiquions hier, l'information ouverte à Toulouse sur les activités de l'ancien officier parachutiste Paul Ropagnol, recruteur de volontaires pour le Katanga, a repris. Mercredi deux mandats d'arrêt ont été lancés contre l'industriel belge Marcel-Emile Hambersen et M. René Faulques.

Domicilié à Namur, M. Marcel-Emile Hambersen, qui détient d'importants intérêts au Katanga, est, semble-t-il, le chef de l'organisation. C'est lui qui fournissait à Ropagnol les fonds nécessaires au recrutement. M. René Faulques, ancien commandant de la légion étrangère (2^e R.E.P.) participait aussi activement à l'entreprise.

Les enquêteurs n'ont pu encore déterminer le nombre exact de volontaires recrutés. Quatre cents candidats s'étaient présentés. Il semble qu'une soixantaine seulement avaient quitté la France quand la police intervint.

[Le commandant Roger Faulques, officier de parachutistes au 2^e R.E.P., avait joué un rôle important dans la « bataille d'Alger » en 1957. Son nom avait été prononcé avec insistance dans l'affaire Audin et il avait quitté l'armée sur sa demande pour s'engager au service du Katanga avec le colonel Trinquier. L'entourage belge de M. Tschombé s'opposa à ce que le colonel reçoive un commandement important et il regagna la métropole. Le commandant Faulques resta à Elisabethville. Il aurait joué un rôle important dans la résistance opposée aux forces de l'O.N.U.]

Mandat d'arrêt contre le commandant Faulques, recruteur des « affreux »

Toulouse, 8 février. — M. Lespinet, juge d'instruction chargé d'instruire « l'affaire Paul Ropagnol », l'ancien officier parachutiste français qui a été arrêté le 6 janvier dernier à Toulouse où il recrutait des « techniciens » pour le Katanga, a lancé deux mandats d'arrêt contre un industriel belge de Namur (Belgique), Marcel-Emile Hambursin, et René Faulques, ancien commandant du 1^{er} régiment étranger de parachutistes.

L'industriel belge, Marcel-Emile Hambursin, qui détient d'importants intérêts au Katanga, avait apporté à Toulouse les diverses sommes d'argent qui servirent à payer les primes d'engagement et les frais de voyage, soit environ 3.000 NF par homme, aux soixante volontaires.

Quant à Faulques, il dirigeait

le recrutement général des « affreux », pense-t-on à Toulouse.

Le procès de Paul Ropagnol, inculpé « d'enrôlement de soldats en territoire français pour le compte d'une puissance étrangère », et de sa secrétaire, Domenica Boniglio, inculpée de complicité et laissée en liberté provisoire, devait venir lundi devant le tribunal de grande instance de Toulouse, mais, hier matin, le parquet de la Haute-Garonne a décidé de le renvoyer pour complément d'instruction.

COMBAT du 9 février 1962

**Mandat d'arrêt
contre l'ancien
commandant Faulquès**

M. Lespinet, Juge d'Instruction chargé d'instruire « l'affaire Paul Ropagnol », l'ancien officier parachutiste français qui a été arrêté le 6 janvier dernier à Toulouse ou il recrutait des « techniciens » pour le Katanga, a lancé hier deux mandats d'arrêt contre un industriel belge de Namur (Belgique), Marcel-Emile Hambursin, et René Faulquès, ancien commandant du 1er Régiment étranger de parachutistes.

L'industriel belge, Marcel-Emile Hambursin, qui détient d'importants intérêts au Katanga, avait apporté à Toulouse les diverses sommes d'argent qui servirent à payer les primes d'engagement et les frais de voyage, soit environ 3.000 NF par homme, aux soixante volontaires.

Quant à Faulquès il dirigeait le recrutement général des « affreux », pense-t-on à Toulouse.

ROUTING SLIP

TO

Major Hasda

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Major Faulques

Please return.

See Thanks

FROM

DATE

17/3

RECEIVED
O.N.U.C.

1962 100 9 20:20

Ray

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:

S.R.S.C.	C.C.O.	I.L.O.
CIV. OPS.	O.P.I.	24500
C.A.O.	PUB. WK.	MAIL OPS.
C.F.A.	I.C.A.O.	P.X.
C.P.O.	W.H.O.	F.A.O.
C.F.O.	ACC & TR	I.T.U.
C.PROC.		W.M.O.
C.G.S.		WELFARE
MILITARY		

cm

ZC29 PARIS 28 9.3.62

ONUC LEOPOLDVILLE

191 HO FROM GIBSONPARKER RE YOUR 415 STOP AM AIRMAILING FOUR FRENCH
CLIPPINGS SUBJECT YOU MENTIONED STOP CAN FIND NO FURTHER REFERENCE
SINCE THIS DATE;

PAROMNIPRESS;

CFM 191 415"

L'AFFAIRE DES RECRUTEURS POUR LE KATANGA bientôt évoquée devant le tribunal militaire de Toulouse

Toulouse, 16 mars (correspondance « Figaro »).

Au sujet de l'affaire toulousaine de recrutement de volontaires pour le Katanga qui date du mois de décembre dernier et dans laquelle sont déjà inculpés deux anciens officiers d'active dégages des cadres, le commandant René Faulques et le lieutenant Paul Ropagnol, tous deux ayant servi au 1^{er} R.E.P., le troisième homme, l'industriel belge Hambursen (lui aussi inculpé) qui finançait les opérations de recrutement, ne comparaitra pas devant le tribunal de première instance de Toulouse où l'affaire sera prochainement appelée. En effet, Hambursen vient d'être rappelé au Katanga par M. Moïse Tchombé et, de ce fait, a décidé de ne pas répondre pour l'instant au mandat d'amener délivré contre lui par M. Laspinet, juge

d'instruction à Toulouse, chargé de l'affaire.

Précisons qu'il y a trois semaines, le commandant Faulques s'était présenté spontanément devant le juge touloussain et qu'il avait été laissé en liberté provisoire. Quant à Paul Ropagnol, après deux mois de détention, il avait bénéficié au même moment d'une mesure semblable.

■ PAU. — Pour une cause inconnue, un incendie s'est déclaré au premier étage de la mairie de Bruges (Basses-Pyrénées). L'intervention des sapeurs-pompiers de Nay a permis de circonscire rapidement le sinistre. Le feu a cependant détruit les registres d'état civil, les procès-verbaux, les comptes rendus de délibérations du conseil municipal, ainsi que de nombreux dossiers administratifs.

16 Mars 1962. Figaro

27 February 1962

19.00 H

VOA

CONGO

1. In the Congo, UN authorities are investigating an alleged UN air attack last Thursday on Kapona airfield, a Katangan military base, 15 miles or 24 kilometres from Albertville. This was announced today by Mr. Rols Bennett, UN civilian chief in the Katanga province. He made public the letter of protest from Katanga Premier, Moise Tshombe; in it Mr. Tshombe charged that a UN aircraft strafed an aircraft hangar at Kapona in a low level attack last Thursday.

2. In Leopoldville, the chief of UN Civilian Operations, Robert Gardiner, said the UN would attempt to discourage all troop movements to the Albertville region and Northern Katanga, by either Central Congolese or Katangan forces. This corrected an earlier UN statement that it would assist Congolese troop movements. Mr. Gardiner also said, last week's reports of a Katangan invasion force in Northern Katanga had proved baseless.

Mr. Gardiner also reported that Mr. Tshombe has continued to express his desire to come to Leopoldville for talks with Congolese Premier Cyrille Adoula. He said the UN is still working to complete the security conditions demanded by Mr. Tshombe. Mr. Gardiner added that the UN plans to expand its ~~policy~~ current policy of sending unarmed battalions (?) into villages and towns and keeping close contact with local problems.

3. In another development, the US Senate Sub-Committee for African Affairs, has turned down the invitation from Mr. Tshombe to visit the Congo for an on-the-spot study. The Sub-Committee said its presence in the troubled Congo might interfere with current negotiations to unify the country.

4. In France, a former commander of Katangan mercenary forces has been charged before a Toulouse magistrate, with recruiting soldiers for a foreign power. The accused, 42-year-old René Penu (?), was released on 10,000 francs bail. Penu (?) has previously served as battalion commander of the Foreign ~~Legion~~ Legion in Algeria. From there, he went to Katanga, where he became a colonel, commanding mercenaries of Katanga Premier Tshombe.

WORLD NEWS

Algeria. The French government has ordered the army in Algeria to use reserve anti-revolt forces to put a stop to the growing violence in Algeria. Premier Debré issued the orders today amid expectations that a cease-fire agreement will be announced shortly. The announcement is expected to follow soon after the peace agreement is formally approved with the Algerian National Council which is meeting in Tripoli, Libya. Despatches reported the Council is expected to end its discussions soon, possibly today.

.../...

FROM ONUC EVILLE
TO ONUC LEO
DATE 25 FEB 62

SECRET . PRIORITY . ELLEO 339 . GARDINER FROM ROLZ BENNETT

REUR EV 290 AS ATAKOMBE DURING VISIT MIXED COMMISSION TO
KIPUSHI WAS UNABLE OR PERHAPS UNWILLING GIVE FURTHER DETAILS
CONCERNING ESCAPE OF FAULQUES WITH 60 MERCENARIES WE SHALL
TRY CHECK THIS INFORMATION FROM OTHER SOURCES AND INFORM YOU
SOONEST.

Faulques

TO ONUC LEO
FROM ONUC EVILLE
DATE 29 JANUARY 1962

COPY
SECRET

ELLEO 176 SECRET PRIORITY LINNER FROM ROLZ BENNETT/URQUHART
YOUR EV 147 MY PARA ONE VERY DIFFICULT TO GIVE SPACIAL REPORT ON
MERCENARIES AT PRESENT TIME IN VIEW OUR LACK OF INFORMATION ON SITUATION
OUTSIDE EVILLE, ESPECIALLY IN JADOTVILLE, KOLWEZI AND KIPUSHI. GENERAL
INDICATIONS FROM MANY SOURCES ARE THAT MERCENARIES ARE ON WAY OUT, IN
PARTICULAR FAULQUES, LABORDONAIRE AND EGUE HAVE RECENTLY LEFT AND TSHOMBE
HAS ANNOUNCED PUBLICLY THAT HE HAS EXPELLED DEULEN THE FUGA PILOT.
TSHOMBE'S LETTER TRANSMITTED IN OUR ELLEO 161 ~~XXXXXXXXXX~~ IS AT LEAST
PARTIAL ANSWER TO YOUR PARA TWO. 90 MINUTE MEETING WITH TSHOMBE ON
25 JANUARY WAS MEETING WITH LINNER, ROLZ BENNETT, URQUHART AND DUMONTET,
IN WHICH LINNER DID MOST OF TALKING AND AFTER WHICH TSHOMBE MADE PRESS
ANNOUNCEMENT. YOUR PARA THREE, TSHOMBE OFFERED TO GIVE US 7 PAGE LIST OF WHITE
OFFICERS AND VOLUNTEERS WITH SUMS OF MONEY PAID OFF TO THEM AND WILL GET
THIS SOONEST.

- 1. Faulques
- 2. Labordonaire
- 3. Egue
- 4. Delm. (Deulen)

COPY

FROM ONUC ELISABETHVILLE

TO ONUC LEO

DATE 21 JANUARY 1962

ELLEO 137 BIS SECRET PRIORITY LINNER FROM URQUHART In my conversation yesterday with Tshombe I was about to raise mercenary question when he raised it himself, and said he wanted to discuss it next week. He asked if and when Dumontet was returning as he ~~said he would~~ as he had said he would do at Swedish party. In this connection I met consuls Switzerland Portugal and Netherlands last night as well as ~~local European~~ members local European community. All told me independently that Falques, Labordonnais and other French mercenaries had left and that in their opinion this signified break up of mercenary organization. They questioned financial ~~status~~ settlement described by Elleo 131 and attributed departure to extreme anti French feelings among Belgian community Eville since December hostilities.

....

1. Falques
2. Labordonnais

COPY

FROM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

DATE 20 JANUARY 1962

ELLE0 L3L SECRET ROUTINE LINNER MAC EOIN DUMONTET FROM URQUHART RAJA.

Normally reliable source reports colonel Faulques and Commandant de Labordonnaie and one other high ranking mercenary agreed to leave Katanga for down payment of two millions belgian francs each. Believe de Labordonnaie and unnamed mercenary have already left and Faulques was due to leave yesterday. Am trying to confirm. This may link up with our conversation with Tshombe at Swedish party. Same source reports Sir Roy Welensky ~~imp~~ 's personal atrocity story collector left Eville for Rhodesia yesterday well equipped with stories and photographs. If press knows this and if asked suggest we all answer that if this was serious inquiry it seems strange that gentleman if desirous to establish truth should have failed to contact UN civilian or military in Eville at all. End all.

1. Faulques
2. De Labordonnaie.

COPY

FROM ONUC EVILLE TO ONUC LEO 5 JANUARY 1962 SECRET PRIORITY ELLEO 18
LINNEN MACEOIN FROM URQUHART RAJA

Raja and I discussed prisoner question this morning with Col Waern, Swedish consul Rosio and Swedish vice-consul Ryckman de Betz. In view urgency settling this matter following steps were agreed subject your approval. Raja who arrives Léo today will ask your authorization for complete exchange prisoners held both sides. Consuls will intervene with Katangese authorities to secure their agreement. If this secured RedCross and consuls will arrange reciprocal prisoner exchange. We pointed out that mercenary element have in past had decisive and irresponsible say in prisoner question. If this still the case with regard prisoners in Kipushi as last resort De Betz will be prepared try to see Col Faulques on strict understanding we know nothing about it and have nothing to do with his approach. Prisoner exchange must include Major Ajeet Singh alive or dead or at least firm information of his fate.

Col. Faulques.